

Comité de rédaction:

- Cyrille Robert Broux, militant des verts.
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital, militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fisher, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Xavier Rousselin, militant de la LCR
- Jean Sanchez, militant de l'AREV

Directeur de publication :
Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des publications et agences de presse 11077

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

Cahier spécial, supplément au N°65
Janvier 96

Dîner débat du 24 Novembre Quel Avenir pour la Gauche ?



Vous trouverez dans ce cahier l'ensemble des interventions qui ont eu lieu pendant ce dîner débat. Ces textes ont été établis à partir de l'enregistrement phonique, puis relus, dans la mesure du possible par chaque intervenant.

Ce cahier permettra d'abord à ceux qui n'ont pu être des nôtres ce soir-là de se faire une idée de la richesse et la qualité des débats. Ensuite les présents trouveront là une trace écrite, nécessaire à l'approfondissement de la réflexion, et utile pour les prochains débats...

Rappelons que le 24 Novembre fut la première journée d'action contre le plan Juppé et que débuta ce jour la grève des cheminots et les mouvements sociaux, principalement dans la fonction publique...

Prix 20 F

Cher camarade et ami lecteur,

Ce n'est pas une clause de style que de dire et répéter que "Rassembler à Gauche" est **totalem**ent indépendant de toute organisation politique : **c'est un fait.**

Sur le plan de la liberté d'expression, du pluralisme à gauche, de l'indépendance rédactionnelle, cela présente certainement des avantages, sur le plan financier, cela signifie simplement que nous ne pouvons compter que sur la participation des lecteurs et amis de notre journal.

Après 4 années de parution, "Rassembler à Gauche" présente un déficit cumulé d'environ 7000 F; c'est peu si l'on considère les efforts constants pour élargir la diffusion ainsi que les actions menées, c'est beaucoup pour les camarades qui assurent l'avance de cette somme.

Cela signifie que nous ne pourrons faire parvenir ce numéro spécial de 30 pages qu'aux seuls lecteurs à jour de leur abonnement.

Merci de nous faire parvenir votre participation de 50 ou 100 F pour l'année.

Pour la rédaction,

Amaury Couderc

Intoduction à la discussion

Robert DUGUET

Mes amis de RAG m'ont chargé de la tâche difficile d'introduire le débat. C'est en général ce que l'on dit dans ces circonstances, mais, au regard de la situation catastrophique que vit notre pays, et vu l'état de la représentation politique à Gauche, ce n'est pas une coquetterie ou une clause de style de dire qu'il est difficile d'ouvrir une discussion. Cependant je suis sûr que vous allez m'aider dans cette voie. Si nous voulons que le débat politique de ce soir soit une réussite et soit porteur pour l'avenir de la Gauche, il est absolument indispensable que nous répondions clairement à deux questions :

1- RAG : qui sommes-nous et que voulons-nous?

Qui sommes-nous?

Au moment où le PS, qui était d'abord le parti de M.Rocard et de J.Delors, c'est à dire des hommes de la Démocratie Chrétienne de gauche, a engagé son soutien dans le oui à Maastricht, c'est à dire au Traité qui fondait un ensemble politique et institutionnel où la concurrence est libre, les militants fondateurs de RAG ont lancé un appel pour un NON DE GAUCHE à ce traité. Les solidarités nouées dans cette campagne entre des camarades ou responsables de culture politique différente (des anciens responsables socialistes dont certains venaient de constituer le MDC, des Verts de gauche, les camarades du PCF, des amis de l'AREV) ont fait que ces gens ont décidé de continuer à travailler ensemble et ont édité une feuille RAG qui aujourd'hui entame sa quatrième année d'existence et qui a aujourd'hui un réseau de plus de 400 correspondants dans le département.

Pourquoi avons-nous décidé de le faire? Entre un Parti Communiste qui intégrait la chute des sociétés bureaucratiques à l'Est et qui donc posait comme nécessité de tirer le bilan du stalinisme et une dérive pro-libérale; marquée par des références de plus en plus claires à la Démocratie Chrétienne, tant dans les idées que dans les hommes pour les représenter (Voir

l'épisode Delors), il nous a semblé évident qu'il fallait poser un cadre souple (RAG) qui permette à ces hommes et ces femmes, venant d'horizons différents, de réfléchir sur les problèmes posés à la gauche. Plus de trois ans après Maastricht, j'estime que le contrat qui nous unit est profitable à la Gauche : ce qui me permet d'aborder la deuxième question.

Que voulons-nous?

- Rester utiles à cette Gauche que nous voulons rebâtir en prenant la mesure de la situation dans laquelle nous vivons : si des millions de citoyens

ont continué à reporter leurs suffrages lors de l'élection présidentielle sur Lionel Jospin, cela ne signifie nullement que le travail de deuil et de décomposition à Gauche soit achevé. Même demain, en face d'une majorité parlementaire PS dans un gouvernement de cohabitation avec Chirac, aucune des grandes questions sur lesquelles nous avons demandé un bilan après juin 1993 n'ont été mises à plat par la direction du PS. Nous ne collaborerons pas à l'entretien des illusions. On ne fera pas l'économie de la discussion et de la bataille politique sur le contenu de la recomposition : d'autant que la crise de l'Etat républicain s'approfondit, le va tout du

gouvernement Juppé sur les acquis vitaux des salariés s'engage, ces ingrédients s'accumulent. Sans réponse à gauche dans la prochaine période, la crise laissera place à la possibilité d'aventures politiques, et le Front National apparaîtra alors comme un recours.

- Avoir un lieu qui permette à des militants de cultures différentes de travailler et d'élaborer ensemble, à la seule condition d'être animé par la volonté de reconstruire une alternative à gauche. Chacun est libre d'appartenir ou non à une organisation politique. En revanche RAG n'est pas un forum où les responsables d'organisations



ont leur presse, leur accès aux médias, leurs réseaux, ils n'ont du reste pas besoin de RAG. La simple juxtaposition d'appareils politiques appartenant à ce qu'on nomme la gauche critique ou la gauche antilibérale aujourd'hui ne produit pas à elle seule une alternative. Il faut une volonté politique. Certes avoir une structure qui permette à des hommes et des femmes d'histoire différente de se confronter et d'avancer ensemble, ce n'est pas bien sûr le point d'aboutissement. Mais c'est une étape nécessaire.

Que peut-on faire d'autre dans la situation actuelle ? Ce qui veut dire aussi que RAG n'est pas un nouveau parti politique.

2- Le socialisme, une exigence à laquelle nous n'avons pas renoncé !

Jacques Kergoat, un des responsables de Politis la revue nous a fait le plaisir de répondre positivement à notre invitation. Jacques a écrit une biographie de Marceau Pivert (« Marceau Pivert un Socialisme de gauche ») qui a, à mon sens, une grande qualité : celle de lier à l'exigence de précision et d'investigation du travail de l'historien, les inquiétudes et les interrogations du militant d'aujourd'hui.

Personnellement j'ai grandi dans une culture militante où, s'il fallait agir avec une organisation, la pensée était toujours en quête des leçons du passé pour éclairer et comprendre le présent. Nous regardions comme insuffisant à l'époque le seul travail technique de l'historien.

Beaucoup d'intellectuels ont aujourd'hui sombre dans la pensée libérale. Beaucoup de ceux qui étaient issus de la culture communiste, ont renvoyé dos à dos la stalinisme et toute possibilité de construction socialiste. François Furet, ancien militant communiste, dans son dernier ouvrage « Le passé d'une Illusion » va jusqu'au bout de la démarche : il met en question la seconde partie de la Révolution Française, c'est à dire le travail de la Législative et de la Convention. Ce que nous observons c'est un formidable affaîssement des valeurs qui étaient nos points de repères : nous ne sommes pas à la conquête du Chaos. Le monde n'est pas un ensemble de données sans explication dans lequel nous serions condamnés à nous diriger au coup par coup. Ce n'est pas parce que nous sommes entrés dans une période de métamorphose profonde, marquée par le rejet du modèle stalinien et social-démocrate, que la méthode socialiste, le bébé, doit être jetée «

avec l'eau sale du bain ». « Chercher la vérité et la dire » disait Jaurès.

Et notre ami Kergoat cite un texte de Marceau, écrit en 1937 (page 120) après l'exclusion de 21 dirigeants des jeunesses socialistes de la Seine, alors que la politique de la SFIO s'orientait vers l'Union :

« Pour être un jeune socialiste en 1937, faudra-t-il avoir adopté un catéchisme et juré de ne prendre contact avec aucune autre vérité? Il y a des livres interdits, des fréquentations interdites, des sujets de discussion interdits, oui, mais chez les cléricaux, chez les conservateurs, chez tous ceux qui ont quelque chose à cacher aux jeunes générations. Chez les socialistes, c'est impossible. A ces jeunes, il faut donner pour commencer, le goût de la vérité : ce que je porte en moi, je dois le dire aux miens, à mes compagnons de lutte, c'est ainsi que la science s'est formée... Retenons le mot profond du grand libre penseur prolétarien Proudhon : « Le socialisme, par définition, fait confiance à la Raison et à la libre investigation. » Nous faisons tous partie d'une vaste commission d'enquête qui fouille chaque jour tous les recoins de l'univers pour en maîtriser les forces naturelles... »

Et plus tard, face à la conception du parti-chef, sorte d'état major centralisé qui pense à la place des salariés et qui leur dicte leur conduite, Marceau aura une conception de l'action publique ouverte sur le mouvement réel du salariat au sein de la société, pluraliste, confrontant les cultures politiques, cherchant à les ordonner méthodiquement en 1937-1938 en dehors des deux politiques alors majoritaires à gauche qui lui apparaissait comme deux impasses, le stalinisme d'une part, la gestion social-démocrate de l'Etat d'autre part... C'est tout de même une préoccupation étonnement actuelle !

3- L'Etat de la Gauche, du bon usage de sa décomposition.

Faisons un rapide état des lieux. Anicet Le Pors pose, dans un article écrit dans le numéro de Novembre de la revue Démocratie, la question suivante : « Le PS doit soumettre au feu de la critique son option en faveur d'une Europe libérale, d'une politique sociale subordonnée au diktat des critères de la finance, d'une conception régaliennne de l'exercice du pouvoir, de sa responsabilité dans les affaires de corruption... (et plus loin il ajoute) ayant largement perdu son âme et beaucoup de ses

forces et de son influence, le PS ne peut les reconquérir qu'au prix d'un intense travail idéologique consistant finalement à répondre de façon convaincante à la simple question : qu'est ce que le socialisme? »

C'est une discussion qui est ouverte à Gauche, si du moins on est prêt à la mener honnêtement, encore que je ne sois pas tout à fait d'accord de la poser dans les formes où elle est posée. Mais je sais que les militants de culture socialiste l'abordent souvent en ces termes. S'il s'agissait d'un parti d'hommes et de militants prêts à passer au stade des armes de la critique. Ce n'est plus aujourd'hui qu'une organisation d'élus. Si le PS n'a tiré aucune des leçons de la défaite de 1993, il ne peut y avoir que des raisons de fond à cette attitude.

La position sur Maastricht était l'expression d'un accompagnement trop avancé du capital financier, et pour la France d'une inféodation encore plus étroite aux Institutions de la 5ème République : le PS a-t'il en lui les forces de revenir sur cette évolution destructrice du mouvement socialiste, je ne le crois pas. Mais la discussion est ouverte et il faut la mener sans dogmatisme. J'entends par dogmatisme l'attitude qui est celle, par exemple de la GS, qui consiste à dire : le PS reste le centre de la recomposition et de la rénovation de la Gauche, puisqu'il est le courant électoralement majoritaire à Gauche, donc pour être utile à la Gauche, il faut d'abord adhérer au PS. Après ce tour de passe-passe vous n'avez rien ou pas grand chose dans les mains.

La représentation électorale des partis est une chose : dans la situation actuelle je considère qu'il y a d'une part un gouffre entre la représentation politique et les aspirations sociales : si on entend par communisme la force de radicalité qui puise ses racines dans les combats pratiques du salariat pour contester l'Etat politique existant, la nécessité de réorganiser la vie économique pour répondre aux besoins réels des hommes, alors le Communisme n'est pas mort.

Roger Martelli, membre du Comité National du PCF et directeur de futurs, le journal des Refondateurs Communistes, écrivait récemment ceci :

« Si l'on ne se résigne pas à l'hégémonie de la famille socialiste sur le progressisme français, il n'est pas d'autre solution que de créer les bases d'une synergie à gauche. Toutes les élections récentes ont révélé le manque à gagner qu'il y avait à ne pas le faire. La direction du PCF va elle donc proposer à toutes les forces,

partisanes ou non, qui sont prêtes à s'y engager, de constituer une convergence permanente de ce courant? »

Je ne suis pas issu du courant communiste, au sens où je n'ai pas eu une histoire politique dans le PCF; mais je considère que la question qui est posée par Martelli est une vraie question dans l'opinion communiste. Je n'ai pas de leçons à donner à ceux-là mais j'observe les évolutions intéressantes qui s'y dégagent. Si le PCF a rompu avec la conception aux termes de laquelle il dialogue de manière unilatérale et exclusive avec le mouvement social, il faut encore qu'il le traduise en actes.

Nous sommes en face d'un déchainement de la crise du libéralisme : elle n'épargne aucun des acquis que les salariés ont laborieusement acquis au long de leur histoire.

Nous sommes au soir d'une grève générale de la fonction publique en France : une vague d'unité



pour la défense de la Sécurité Sociale a déferlé dans le pays. De plus en plus il y a une stratégie économique, institutionnelle qui se fait à l'écart des Etats-Nations. L'Etat-Nation, du moins dans les sociétés démocratiques, qui était le cadre dans lequel les classes dominantes arbitraient le contenu du contrat social, est devenu un cadre contraignant, caduque au regard de cette économie en crise.

Pour ce qui concerne les conséquences de cette crise sur l'Etat Républicain en France la question pose un choix clair à la recomposition : Jaurès expliquait au début de ce siècle que les lois sur l'organisation des syndicats, sur les mutuelles, sur le droit du travail, sur l'Ecole et la laïcisation des institutions de l'Etat faisait « entrer le prolétariat dans la définition de la République ». A l'oeuvre de la République démocratique faite par cette grande Révolution unique en Europe s'ajoutait la dimension de la République sociale.

Est ce que la Gauche va renoncer à l'identité citoyenne? C'est la question qu'a posé le Mouvement des Citoyens et Jean Pierre Chevènement. Un Etat peut être démocratique dans la forme, c'est à dire régler les problèmes

par les voies de la représentation politique et institutionnelle, c'est une chose, un Etat républicain laïque c'est une autre dimension. Or ce qui progressivement s'impose chez nous c'est le modèle politique et institutionnel américain : l'éclatement du corps social en « communautés » ou « lobbys » qui, chacune sur leur propre terrain pèsent et imposent leur loi particulariste à la représentation politique, la prise en charge par l'action associative ou le marché privé des questions liées à la santé publique, à la protection sociale, à l'éducation.

C'est le moins d'Etat libéral réduit aux fonctions de coercition, de justice et de défense nationale. C'est le retour des églises dans le champs de la citoyenneté, puisqu'il y a exactement 80 ans, faut-il rappeler cet anniversaire, le 9 décembre 1905, fut voté le principe de la séparation des églises et de l'Etat.

La Gauche peut-elle se reconstruire en dehors d'un combat acharné pour faire des propositions antilibérales et reconquérir le terrain perdu sur des bases nouvelles? Voyez-vous une autre question politique aujourd'hui?

4- Izquierda Unida, l'expérience espagnole

La question de la gauche et du mouvement ouvrier d'Espagne, nous militants français, nous l'avons toujours porté au coeur. C'est avec une joie non-dissimulée que nous recevons aujourd'hui des militants de la Terre d'Espagne. Une partie des camarades qui ont constitué le Collectif RAG dans notre refus de la logique de Maastricht, ont appartenu à la Gauche du Parti Socialiste. Depuis quelques semaines un film « Terre et Liberté » porte pour la première fois à l'écran un épisode de la guerre d'Espagne, l'histoire d'une colonne du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) dans la guerre civile. Sans nul doute ces hommes de chez nous à qui je fais référence auraient été vraisemblablement à l'époque aux côtés du POUM : nous le disons sans faux fuyants, dans un souci de clarté, certains que là aussi la Reconstruction d'une vraie gauche en Espagne, comme en France, tirera jusqu'au bout le bilan du passé.

Le lien avec l'Espagne me semble particulièrement aisé à faire si nous abordons les problèmes économiques : il y a quelques jours je discutais avec un petit entrepreneur du 92 dont la spécialité est de confectionner des emballages de luxe pour les parfums. Son entreprise comptait 50 employés et il a dû licencier 46 personnes, pourquoi? Le gouvernement de Felipe Gonzales vient de voter une loi qui autorise le

travail des enfants à partir de 14 ans : un entrepreneur espagnol embauche des apprentis à vil prix. Le même service peut être rendu en Espagne : mais en payant la force de travail d'adolescents 3 fois moins chers. Ce qui veut dire que cet entrepreneur du 92 ne peut faire face à la concurrence et qu'il doit donc licencier des salariés dont la force de travail vaut trop cher. Maastricht c'est cela, et c'est cela la logique infernale dans laquelle nous sommes engagés. Il ne suffit plus de dire « l'Europe sociale, l'Europe sociale, l'Europe sociale en sautant comme des cabris ». Il faut une entente entre les courants de la Gauche et des mouvements syndicaux ouvriers qui veulent résister sur ces questions.

Nous savons, militants français comme militants espagnols que si la forme des problèmes politiques est naturellement différente, le problème de la recomposition de la gauche est en face des mêmes écueils. J'avais au téléphone un camarade de la Gauche tchèque qui ne peut pas être là ce soir, ancien réfugié politique en France, qui me décrivait l'éclatement des anciennes forces de Gauche mais la volonté de trouver dans ce pays une alternative à un libéralisme débridé et ravageur pour le tissu de la société tchèque, et qui plus est qui a entraîné l'éclatement de la République.

Voilà ce que je voulais dire avant de laisser les camarades d'Izquierda Unida parler de leur expérience au sein de la gauche espagnole. Je pense l'avoir fait pour eux, mais aussi pour les participants à cette soirée, en leur indiquant quelles étaient, à mon sens, les éléments sur lesquels nous pouvons essayer d'avoir une réflexion.



Izquierda unida:

Pour ce qui concerne une représentation de 15% pour Izquierda Unida lors des récentes élections municipales, c'est un peu sur-estimer notre force en Espagne.

Nous sommes venus ici pour expliquer ce que nous sommes et comment a été constitué le mouvement Izquierda Unida en Espagne. Le PCE, le parti moteur à l'origine de la Gauche Unie, était en fait tombé très bas dans les élections, jusqu'à 3%. Il a décidé de faire autrement de la politique. Il a décidé de faire une coalition électorale en 1985. Ce que tente de faire le mouvement Gauche Unie, c'est en fait de dépasser le stade de la coalition électorale. C'est le plus intéressant, mais en même temps le plus difficile. Les gens qui intégraient avant la Gauche Unie, c'était surtout un système de fédération de partis: chaque organisation était représentée par ordre proportionnel. Aujourd'hui chaque adhérent peut être membre d'une organisation, mais il est en même temps adhérent de la Gauche Unie.

Chaque personne représente une voix: ce n'est pas un parti qui donne plus de pouvoir à tel ou tel.

En France dans les médias ou les journaux, quand on fait référence à la Gauche Unie, on dit que c'est une filiale du PCE. Ce n'est pas exact et cela nous gêne: personnellement je ne suis pas militant du PCE. Il n'y a pas que des militants du PCE, dans l'organisation et chez les élus de Gauche Unie...

(Ils plats circulent... Le camarade d'Izquierda Unida marque son étonnement devant cette habitude française de faire une réunion politique au cours d'un repas)

Votre tradition de tenir une réunion politique au cours d'un repas me surprend. Lorsque le responsable espagnol de notre mouvement a rencontré Robert Hue en France, cela s'est déroulé aussi au cours d'un repas... cela l'a aussi beaucoup surpris. Il s'attendait à une réunion austère au siège du Comité Central, en fait ils se sont retrouvés autour d'une table au

milieu des fromages et du bon vin. Il n'avait pas compris que le lieu de la réunion, c'était là précisément. En Espagne on a coutume de prendre un repas après la réunion.

Pour quitter l'escalope au Marsala et revenir à Gauche Unie, il est difficile de faire un parallèle avec la gauche française: par exemple nous avons un programme commun, et le terme de programme commun dans la gauche française, cela fait référence à un autre type de situation. Il y a un système de programme qui s'élabore continuellement. Ce sont des groupes de travaux qui sont locaux, provinciaux qui élaborent

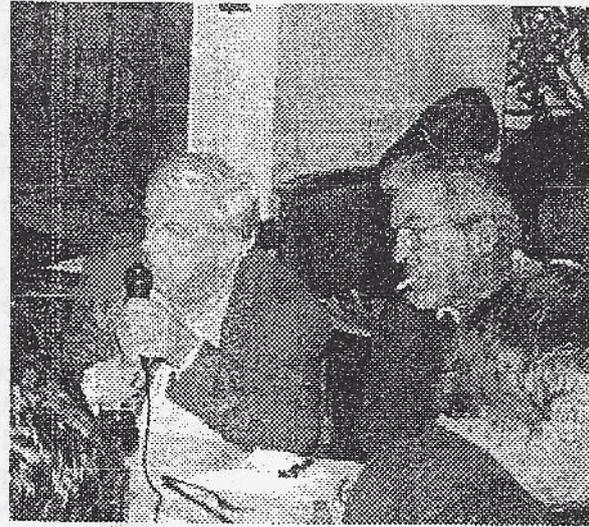
continuellement le programme. Il est fixé lors d'une assemblée nationale, ce qui équivaut à un congrès, cependant il n'est jamais fermé. Ce n'est parce que la quatrième assemblée a eu lieu en décembre 1994, ils ne vont pas forcément être maintenus en l'état jusqu'à la cinquième assemblée. Pour les élections européennes on a élaboré un nouveau programme. Idem pour les élections municipales. Les militants continuent d'élaborer en

fonction des nécessités de l'heure.

Aujourd'hui donc Gauche Unie n'est plus strictement une coalition électorale: ce n'est plus par organisation mais individuellement que les gens adhèrent. Quelles sont les organisations constitutives: le PCE, le PASOK (Parti d'Action Socialiste), frange gauche du Parti Socialiste, la LCR, les anarchistes, les Verts d'Andalousie, des humanistes, des féministes, un mouvement de syndicalistes, d'associations diverses, des indépendants qui n'ont aucune carte politique. C'est un système fédéral qui est dû à la constitution espagnole. Vous n'avez peut-être pas à le saisir en France, mais IU dans chaque autonomie a sa souveraineté de décision politique, dans le cadre de principes généraux définis naturellement nationalement. Mais dans chaque communauté autonome, l'Unité politique fédérale concernée décide ce qu'elle doit faire, sans avoir besoin de s'en remettre au national. C'est quelque chose d'assez espagnol.



Si j'ai bien compris ce qui m'a été demandé, c'est d'introduire une discussion sur la recomposition à gauche, de la refondation, des perspectives, de la possibilité d'aller à nouveau vers des vieilles choses que nous appelions « transformer le monde » ou « changer la vie ». Je voudrais d'abord dire ma conviction forte que nous sommes entrés dans une autre période au delà des petites modifications, des petits changements dont nous avons tous l'habitude depuis un certain temps. Il faut en prendre la mesure. Ces changements sont tout de même de taille : l'effondrement des systèmes staliniens à l'Est, prenons trente secondes pour y réfléchir par rapport à l'histoire qui est la nôtre depuis dix, vingt, trente, quarante ans; la faillite du système social-démocrate; la politique de l'Etat-providence... Les deux grands vecteurs sur lesquels s'est organisé le mouvement ouvrier en gros depuis le congrès de Tours sont en faillite par rapport à la situation générale. Et il n'y a pas que les changements politiques: il ya tous les changements technologiques que nous connaissons aujourd'hui. Ils entraînent des modifications dans le domaine de la production, dans celui de la communication, des rythmes du changement bref qui signifient un changement d'époque. Non seulement il y a des changements massifs mais ils se font à un rythme que nous n'avons jamais connu jusqu'à présent. Ils génèrent des changements sociétaux et culturels par lesquels nous sommes happés. Ce qui est sûr c'est que les politiques de changement font défaut. Sur le plan programmatique nous sommes confrontés à une masse de questions nouvelles sur tous les domaines que j'ai donné. La prise en compte de ces débats, la manière dont s'aggrave le différentiel Nord-Sud, cela pose une masse de questions nouvelles à laquelle il faut dire que nul n'est en mesure de répondre aujourd'hui, aucun parti politique. Cela ne signifie pas que tout ce que nous avons dit les uns et les autres depuis un certain nombre d'années est invalidé, mais cela n'est pas la dominante: les questions nouvelles auxquelles nous n'avons pas aujourd'hui de réponses. Pour ma part c'est ce que j'ai essayé de



faire au travers de « Politis, la revue », résolument pluraliste en tant qu'elle prend en compte les trajets syndicaux ou politiques différents des gens. Mais, pluraliste aussi à un autre niveau qui nous taraude aujourd'hui: les questions de l'Etat, de la lutte des classes... Il faut réaliser que des tas d'hommes et de femmes travaillent sur ces questions-là, des chercheurs, des syndicalistes. Ils gravissent tous la même montagne. A travers « Politis, la revue » nous essayons de faire en sorte qu'ils aient une aire de dialogue, qu'ils puissent confronter ce qui ressort de leur démarche, de leurs recherches. J'entends souvent dire que les programmes c'est fini, c'est le bunker, la ligne de démarcation: j'entends surtout cela du côté socialiste. Si le socialisme avait

aujourd'hui une démarche rigoureuse, s'ils arrêtaient de promettre de raser gratis pour demain avec la froide gestion qu'ils font arrivés au pouvoir, ce serait une bonne chose. Je ne crois pas que le scepticisme sur les questions de programme s'épuise dans cette dimension-là: chez tous les gens qui disent, soyons modestes, il faut des petites approches, il y a bien plus que du réalisme: de la résignation à l'ordre existant et le sentiment qu'en réalité on ne peut jouer qu'à la marge. Je suis pour qu'on ait une démarche programmatique et j'adhère à ce qu'a dit le camarade d'Izquierda Unida tout à l'heure, la démarche programmatique ce n'est pas une démarche de béton, quelque chose qui soit une nouvelle ligne Maginot. La question qui est en face de nous est la suivante: comment peut progresser la volonté de changement. L'accumulation des mécontentements, les revendications, le raz le bol, c'est la goutte finale, tout ces éléments peuvent naturellement jouer, mais cependant l'accumulation des corporatismes ne répondra pas à la volonté de changement. Les mots en isme n'ont plus de sens. Si nous ne sommes pas capables de répondre à cette volonté, nous échouons. Sartre disait déjà dans les années 1950, « les mots sont menteurs ». Les mots sont devenus prodigieusement menteurs pour des tas de gens. Les gens qui croient que l'effondrement des systèmes staliniens à l'Est, cela veut dire la chute du communisme, du socialisme

et le fait que pour des tas de gens la transformation sociale n'est plus possible. Nous avons à remonter la pente, et nous remonterons la pente si nous arrivons à redonner un sens aux choses, en termes programmatiques, en prenant la précaution de dire qu'un programme n'est jamais bouclé, terminé. Troisième remarque que je voudrais faire: si nous sommes dans une période nouvelle, si nous avons besoin d'un programme nouveau, la question qui se pose est quelle force pour le porter, et dans quelle mesure nous pouvons définir la force nouvelle qui va répondre aux nécessités de l'heure. Je tiens à dire quelque chose qui va prêter à débat ici. Je crois que le programme nouveau ne peut être porté que par une force nouvelle. Ce ne sont pas les organisations de la gauche actuelle qui peuvent être porteuses de cette ambition-là. En ce qui concerne le Parti Communiste, je crois pour ma part, il y a un travail qui n'est pas terminé, une impuissance qui n'est pas conjoncturelle, j'entends souvent que le PC n'a pas été assez moderne. Les problèmes sont plus profonds: il faut raisonner sur 1936, sur 1945, sur 1968. L'accumulation des impasses est quelque chose qui pose problème. Le travail, ce que je nie pas, que fait le PC sur son passé, sur le bilan du stalinisme est un peu marqué d'extra... Je côtoie beaucoup de militants communistes qui disent que « le bilan globalement positif » en ce qui concerne les pays de l'Est leurs pose problème. Les militants travaillent plus sur la déclaration de Georges Marchais, expliquant en 1983, qu'il était déjà supérieur à ceux du Front Populaire. Il y a des questions qui restent posées et des limites qui me paraissent évidentes. Lionel Jospin a fait, je crois, une campagne honnête, y compris dans les distances qu'il a pris par rapport au mitterrandisme, à son bilan. Quand on prend la peine d'une démarche matérialiste, excusez-moi pour mon côté un peu ringard, si on regarde de près la démarche programmatique on est circonspect. J'ai écrit que c'était un programme rose bonbon, et d'une telle modération. La dynamique existait sur l'alternance, mais qu'elle ne posait pas les problèmes en termes d'alternative. Ce n'est pas l'effet du hasard: à partir du moment où le PS a estimé à son congrès de l'Arche dans une phrase d'une rigueur définitive que l'horizon historique était borné par le capitalisme; on peut discuter des aménagements à la marge mais non d'une alternative possible au type de société dans lequel nous sommes. Je crois profondément que cette force nouvelle elle ne peut pas correspondre à des clivages anciens, et certainement pas au clivage entre réformistes et révolutionnaires. Il s'agit d'être pertinent à

l'échelle historique: à l'heure actuelle il ne décline rien de pertinent. Les interrogations entre nous tout de même; elles ne portent pas sur la faillite du système stalinien et du modèle social-démocrate. On pourrait discuter de Cuba, de l'Algérie... Quand je dis nous sommes tous concernés, c'est pour m'y inclure fortement. Le vrai clivage est entre ceux qui pensent qu'il est possible encore de transformer cette société et ceux qui pensent le contraire. L'horizon de cette force nouvelle, c'est que puissent se rassembler issus de la gauche et de l'extrême gauche sous toutes ses variantes, et que ces éléments se lient à des formes de radicalisation et de contestation dans la société. Les Verts de ce point de vue sont une chose importante. Ce n'est pas la direction des Verts, ce ne sont pas les Verts tels qu'ils sont aujourd'hui, les questions d'appareil, mais dans la société la contestation écologique. Du point de vue de la gauche critique, je fais partie d'un mouvement qui, à partir de 36000 étapes, a abouti à une fédération qui s'appelle la Convention pour une Alternative Progressiste, une construction hybride. Mais je reviendrai sur la nécessité de la construction des hybrides dans cette période. C'est une construction à trois étages: a) une confédération avec des courants et des mouvements, les gens d'ADS (on appelait cela les renovateurs communistes), la LCR, Guy Hermier, Alternative Citoyenne. b) Un deuxième étage avec des personnalités représentatives (c'est Gilles Perrault, c'est JP Brard, c'est Bernard Ravenel), c) des comités locaux, des adhésions individuelles, des choses qui se construisent département par département. Nous ne sommes pas sûrs d'avoir réussi, d'avoir rassemblé toute la gauche critique. Quand nous disons que nous avons une minorité du MDC, c'est une manière de dire que le MDC en tant que tel n'est pas membre de la CAP. Notre préoccupation c'est de travailler avec ce qu'ont représenté les écologistes dans cette société, par exemple la campagne de Dominique Voynet. Je ne fais partie, car j'avais moins d'illusions, des gens qui sont déçus par le score, nous avons essayé une démarche qui se heurte à toute une série d'obstacles, car nous n'avons pas la vision des écologistes: il y aurait un paradigme écologiste à partir duquel peut se décliner toute une série de problèmes, que ce soit ceux des femmes, de la santé, de l'éducation.

Les deux obstacles principaux que nous rencontrons sur cette voie; il y a un fossé entre les gens qui se préoccupent du mouvement social, de la recomposition de ce mouvement social et la recomposition politique. Par ailleurs en ce qui

concerne le vieux mouvement social, le mouvement syndical, on a l'impression que les acteurs du mouvement social ne sont pas les acteurs de la recomposition politique. Nous avons un réel problème de ce point de vue là. C'est ce qui se passe du côté du mouvement syndical. C'est tout de même une immense première pour le mouvement ouvrier français que la secrétaire générale d'une confédération soit virée d'une manifestation par les membres de son syndicat. Nous sommes dans l'année du centenaire: nous n'avons jamais vu l'équivalent de l'éviction de fait de la manifestation d'aujourd'hui. L'histoire de la FSU: il est rare qu'une scission se traduise non pas par une majorité de gens qui prennent leurs pantoufles mais par des courants virés d'un syndicat, construisent une nouvelle fédération, inventent des pratiques nouvelles et représentent les forces vives de la profession. Moi je pense que le débat dans la CGT est passionnant. En tout état de cause, il y a une avancée qui se joue. Parlons de SUD, ils font des avancées extraordinaires, acquièrent une base de masse sur une volonté combattive, alors que nous sommes dans une situation où bien des éléments portent au pessimisme. Deuxième problème que nous avons: si la recomposition ne touche qu'en termes de bilan les gens qui ont déjà une certaine expérience et un certain âge, si elle n'arrive pas à se lier aux expériences de la jeunesse, nous allons aller droit dans le mur. C'est un vrai problème. Je sais que j'ai organisé une série de rencontres des organisations de jeunesse: au moment des manifestations anti-CIP, j'avais été invité par la JOC sur les problèmes de l'apprentissage. C'était extraordinairement réussi. Pas un mot sur les manifestations anti-CIP qui se déroulaient par ailleurs. Si chaque organisation de jeunesse continue à cultiver son pré carré, là aussi il y a un problème.

Je voudrais prendre deux exemples. Celui du PCF et du congrès de Tours: on peut diverger sur ce qu'est devenu le PCF, mais c'est une grande force nouvelle. Elle a l'immense avantage de lier deux générations. Celle qui est issue de la déstabilisation des organisations traditionnelles, en l'occurrence de la SFIO, qui apporte ses vieux cadres ouvriers absolument nécessaires. Et la jeunesse, la génération du feu, qui est passée par la guerre; c'est la même expérience qui lie les deux. Je voudrais prendre une expérience beaucoup plus modeste: la manière dont s'est créé le PSU. Si ce parti a pu avoir une existence, c'est que la guerre d'Algérie est l'élément qui a déstabilisé les organisations traditionnelles, la SFIO, et qui a radicalisé la jeunesse à ce moment-

là. Nous n'avons pas cet élément-là à l'heure actuelle. Nous l'avons peut-être à l'occasion des manifestations anti-CIP sur la question de l'emploi et du chômage, et l'affaire a été à peu près ratée. Nous avons de ce point de vue là un vrai problème.

La conclusion c'est que si nous n'arrivons pas à rassembler l'ensemble de la gauche à l'heure actuelle, et nous ne pourrions rassembler



l'ensemble de la gauche sur une question qui n'est pas celle de l'alternance et d'un vrai changement par rapport à ce qui se passe aujourd'hui. Qu'est ce qui va être le bénéficiaire de cette affaire: l'extrême droite, car la vacuité du pouvoir est évidente, tellement évidente que l'alternative est la suivante: ou bien nous arrivons à faire en sorte que le silence ne s'installe pas à gauche, il s'est installé du côté des deux grandes organisations de gauche et en particulier du PS, il y a un espace dément pour s'exprimer, si le silence reste... Il y a eu une grande manifestation aujourd'hui et la question des droits des femmes est décisive. Deuxièmement je voudrais signaler l'importance des initiatives comme RAG, par départements, des organisations pluralistes de débats puissent exister, c'est décisif pour tout l'avenir de la refondation de la gauche

Robert Duguet

Je remercie le camarade d'Izquierda Unida et Jacques Kergoat. Avant de donner la parole à la salle, je rappelle quel est l'objectif de la soirée-débat. Est-ce qu'il existe dans ce département, dans la gauche française d'une façon générale la volonté de faire en sorte qu'il y ait une alternative politique crédible à Gauche, ainsi qu'une volonté de Rassembler la Gauche pour peser au sein de la Gauche dans son ensemble dans le sens de la recomposition.

Farou

Je suis membre de Radical. J'étais un peu gêné lorsqu'on a dit tout à l'heure que RAG n'est pas un forum. Il y a beaucoup de représentants de partis qui sont là justement pour créer cette initiative de RAG. Notre souci la fédération de l'Essonne de Radical c'est d'aller dans votre sens. Je voudrais ajouter quelque chose à propos du mur de Berlin: tout à l'heure on parlait du communisme qui s'était effondré; on se demande qu'elle est l'alternative qui a été proposée à tous ces pays? Il est vrai que le PS avec son côté hégémonique vis à vis des petits partis ou mouvements politiques, pour essayer d'être le porte-parole. Il y a un grand mouvement social qui est en développement, on a l'impression de vivre un nouveau mai 1968 mais il y a un vide politique. La gauche n'a pas encore pris son élan pour reprendre le flambeau et aller sur le terrain. La question que je me suis posé et du fond du coeur j'espère que RAG continuera. J'espère que ce type de mouvement se mettra en place dans d'autres départements. Certains de mes amis Radicaux sont prêts à adhérer à ce type d'initiative pour, en dehors des structures de leur parti, participer à un combat de recomposition contre l'extrême droite et contre le capitalisme.

Gérard Pociicka

Membre de l'AREV (Alternative Rouge et Verte), je tiens à saluer la discussion de ce soir car c'est le seul cadre dans le département où nous sommes ensemble pour se dire les choses: c'est très important pour l'avenir de la Gauche. Ce n'est pas une surprise de dire que l'AREV est un mouvement de gauche. L'AREV et les Verts ont travaillé pour la Convention d'une Alternative Ecologique et Sociale, afin de soutenir la campagne de Dominique Voynet. Avec la CAP (Convention pour une Alternative Progressiste) on a fait la campagne des élections législatives. Avec les partis traditionnels PS et PCF on fait les municipales. Avec le MDC des accords locaux de désistement et de soutien réciproque. Avec les groupes locaux, la gauche pluraliste, pour les régionales.

Donc aujourd'hui se met en place au niveau national une fédération d'élus progressiste, écologique et démocratique, regroupant des membres de la CAP, des ex-GE, de la LCR, des Verts et de Futurs (les amis de Guy Hermier), des élus du MDC, fondé sur les problèmes des collectivités locales et créerait un lieu de débat et

d'expériences partagées. C'est le début mais aussi un signal pour de nouvelles possibilités. Dans le département la constitution de l'Association des Elus pour une Alternative Ecologiste Solidaire et Citoyenne en Essonne va dans le même sens aussi. Alors pour les années à venir les élections nationales législatives, et plus loin les présidentielles, nous pouvons et devons avancer à nouveau. Nous sommes depuis longtemps pour un dépassement de notre organisation dans le cadre de la recomposition. La dernière coordination nationale a réaffirmé la nécessité de créer un mouvement politique alternatif, écologique et social, pluraliste. Dans cette démarche d'organiser des forum locaux, régionaux, débouchant sur un forum national avant la fin 1996. Nous voulons organiser un partenariat fort: j'insiste là-dessus, car dans certains journaux on présente l'AREV cassée en deux. L'AREV continue. Avec la CAP et les Verts, ensemble si possible, à défaut séparément. Il s'agira de privilégier le débat sans faux-fuyants. Objectifs: le projet et la stratégie, et les alliances. De se dire les accords et les différences, d'en faire le constat, et de voir comment nous pourrions gérer ces désaccords, ces divergences, et si elles sont compatibles d'en définir les conditions. Il faudra définir les conditions d'une alliance Rose, Rouge et Verte qui suppose un large rassemblement populaire et démocratique. Donc aussi un dialogue avec le PC. Nous avons rompu avec l'orientation habituelle du désistement républicain: lors de la dernière élection présidentielle, nous avons majoritairement choisi une démarche d'interpellation du candidat socialiste, une logique visant à aboutir à la notion de contrat avec les forces de gauche. C'est sur un contenu programmatique.

Nous sommes favorables à un contrat politique majoritaire avec l'ensemble des forces de gauche. Pour y parvenir dans de bonnes conditions, pour ouvrir une perspective d'espoir, il nous faudra créer cette force politique indépendante des partis traditionnels de gauche. Car la conjoncture dans laquelle nous entrons, le tournant politique six mois après les promesses électorales de Chirac, cela nous rappelle 1981-1983, ouvre une nouvelle face d'attaques frontales et le plan Juppé en est l'expression. Nous allons certainement vers des affrontements d'ampleur, plus que jamais la question de la fracture sociale sera à l'avant-scène de l'actualité. Le retour de la droite et les menaces de l'extrême droite risquent à moyen terme de déboucher sur une Etat fort. Dans ce contexte il y a un risque évident de retour du balancier, de retour du pouvoir au PS porté par le mécontentement et l'impopularité du gouvernement. Plus nous

approchons des élections, plus l'aimantation, plus la pression sera là. Le PS n'a pas procédé à une révision ne lui permettant pas de retomber dans les erreurs du passé. Le programme de Jospin, ce n'est pas une alternative, c'est une simple alternance. Et il ne s'agit pas d'additionner les organisations ni de recommencer le programme commun. Je terminerai en disant deux mots sur le projet politique, sa colonne vertébrale, il s'agit de la notion du développement durable pour les générations futures et d'un développement soutenable par l'écosystème. Mais aussi dépasser le productivisme; l'augmentation

de la productivité ne doit pas se perdre dans la compétition internationale mais bien servir à avancer vers la société du temps libéré. La modernisation doit servir à un début de désaliénation de la société, à la redistribution des richesses et des revenus. Les contre-pouvoirs doivent pouvoir s'organiser à tous les échelons, y compris européen et mondial. Pour lutter contre le grand casino mondial, la mondialisation de l'économie, le libéralisme économique, cette nouvelle idéologie qu'est la pensée unique, il faudra nous positionner en force alternative crédible avec toute la richesse de proposition et l'ancrage social que cela suppose. Si nous ne parvenons pas à cela, nous nous condamnons à rester marginaux ou même à être satellisés les uns et les autres par le PS.

R.D. : Avant de passer la parole à l'intervenant suivant, je voudrais demander aux camarades de faire un effort. Je sais qu'il y a beaucoup de responsables politiques à ce débat, donc ils sont membres d'organisations qui ont des propositions précises à faire. Néanmoins j'appelle à ce que nous situons dans le cadre du débat. Nous avons posé la question: quel avenir pour la gauche en France? Je vous appelle à vous situer par rapport à cette question et de formuler les propositions qui leur semblent positives pour avancer sur la question posée. Sinon, on fait l'addition des appareils politiques.

Vincent Huet

Je ne vais pas vous faire un exposé du programme de mon organisation, la LCR. D'abord une question par rapport à la première intervention que nous avons eu de la part du camarade du

MDC. Cela rejoint la question de la préoccupation de ce soir, de la refondation d'une gauche digne de ce nom. Le retard est réel si on la mesure à l'aune de la progression de l'extrême droite et du Front

National qui vient de franchir un seuil symbolique aux dernières municipales en remportant trois mairies. Ce n'est pas une question anodine, elle se pose à nous d'autant plus crue et directe que Chirac et son gouvernement, en rompant brutalement le contrat de la campagne présidentielle, vont directement à la faillite. Les déçus du chiraquisme,

avant qu'ils ne se tournent vers la gauche, ne serait-ce que la gauche social-démocrate, il y a un abîme. Cette recomposition ne peut passer à n'importe quel prix: il y a des questions incontournables si on veut pouvoir avancer. Parmi celles-ci, mon camarade Jacques Kergoat qui tout à l'heure disait qu'il fallait redonner un sens aux choses et aux mots, il y a un mot qui mérite d'être clarifié c'est celui d'Etat-Nation. Il ouvre la porte dans certaines approches et par le passé a donné lieu à bien des dérapages y compris dans les rangs du mouvement ouvrier. Je ne prétends pas donner de leçons à cette respectable assemblée, mais un outil usé du point de vue de la bourgeoisie, ne devient pas pour autant un outil adapté pour les opprimés et la classe ouvrière. L'attitude du MDC par rapport à la question du Nationalisme et du National en général a pas toujours été très claire, comme du point de vue du mouvement réformiste dans son ensemble, qu'il soit social-démocrate ou stalinien.

L'Etat-Nation n'est pas seulement un outil d'oppression de classe, c'est aussi un outil d'oppression des minorités nationales.

Bernard Fischer:

L'expérience prouve que, lorsqu'il y a comme ce soir autant d'amis, de militants d'origines aussi diverses qui sont réunis, pour pouvoir avancer valablement il faut essayer de se concentrer le plus possible sur un petit nombre de points. Si l'on discute de programmes généraux, on ne pourra pas avancer beaucoup.

Donc je voudrais centrer mon propos sur un seul point, celui de la recomposition de la gauche, elle concerne toutes les composantes de la gauche à égalité. Il est donc important que toutes les



composantes de la Gauche soient représentées ici ce soir, qu'elles le soient au Comité de Rédaction et écrivent dans « Rassembler à Gauche ». On est dans cette situation d'une crise générale de la gauche: aujourd'hui tout le monde discute avec tout le monde, car chacun est confronté à sa propre crise. Le PCF est confronté à la crise de son courant international qui s'est exprimé à travers la chute du mur de Berlin et la disparition de l'Union Soviétique. Le PS est confronté à sa propre crise, en ce sens qu'il faut faire en France le bilan de quatorze années de mitterandisme. Il faut le faire: on n'avancera pas tant que nous ne l'aurons pas fait tous ensemble. En ce qui concerne les amis, les militants qui ont essayé de construire une nouvelle force politique à l'extérieur des deux grands partis traditionnels: la preuve a déjà été faite qu'il n'est pas possible de le faire à court terme. Cela ne veut pas dire que ce n'est pas possible sur le long terme, mais là aussi il y a déjà un bilan que toutes les tentatives de créer à marche forcée une force politique significative à l'extérieur des deux grands partis traditionnels, ce n'est pas possible, il faut faire avec, que la crise de la gauche cela ne s'exprime pas comme cela aujourd'hui. C'est vrai pour la gauche politique, c'est vrai pour la gauche syndicale également, par exemple à travers l'affaire de la sécurité sociale et du plan Juppé, tout à coup il y a des grands discours anti-CFDT qui ont commencé à reflourir. Ce n'est pas la peine de faire des grands discours, il suffit de faire confiance aux militants de la CFDT pour s'occuper du problème et le résoudre à leur manière à l'intérieur de la CFDT. Je rappellerai simplement qu'au dernier congrès confédéral de la CFDT, la ligne de la direction confédérale de Notta a été mise en minorité plusieurs fois par la majorité des congressistes. La crise de la gauche concerne toutes les composantes de la gauche à égalité, personne n'a de solution miracle sinon cela se saurait. Chacun doit faire preuve de modestie: il s'agit de trouver ensemble les voies et les moyens de la recomposition.

Pour aller un peu plus loin, l'importance des questions internationales, la question de l'Europe: il n'y aura pas de recomposition de la gauche, sans que celle-ci toute entière s'occupe de ces questions internationales. Il faut se féliciter qu'il y ait des composantes de plus en plus importantes du PS qui prennent position contre l'Europe libérale de Maastricht. Et pas seulement les questions liées à l'Europe, aussi la question de l'Algérie, de la Palestine de l'Irak, de l'ONU, est ce que tout cela correspond à la construction d'un nouvel ordre mondial. C'est à ces questions que la

gauche française, et au delà internationale doit répondre. C'est comme cela que nous avancerons

Sylvie Meyer

Je suis membre du comité de rédaction de RAG, mais aussi membre de la direction du PCF dans l'Essonne et au niveau national. Cependant je ne m'exprime pas au nom du PCF.

A ceux qui s'interrogent sur cette idée est-ce qu'on peut aujourd'hui rassembler à gauche pour déboucher sur une alternative politique. Alors je le dirai en disant ce que n'est pas rassembler à gauche.

Ce n'est pas une addition, ce n'est pas une refondation, ce n'est pas une recomposition, ce n'est pas un lieu de critique des forces politiques mutuellement, ce n'est pas un lieu d'exclusive. C'est un lieu de rassemblement, de dialogue et de débats, qui peut être un débat à vif, un débat critique, mais qui est un lieu où l'on recherche justement, et ce n'est pas un lieu de représentation des partis, c'est un lieu où l'on recherche entre sensibilités différentes, certes représentant les différents courants de la gauche, malheureusement avec une très grande faiblesse mais moi je suis très contente que certains reviennent, mais une très grande faiblesse du côté de la présence du PS qui ne veut pas jusqu'à présent participer à cet exercice et à cette pratique je dirais, donc c'est un lieu de débat et de rassemblement. Donc je participe là maintenant au débat et au rassemblement de ce soir en disant qu'il me semble que dans ce que disait Kergoat sur le clivage qui ne passerait plus entre les partis réformistes et révolutionnaires, mais entre ceux qui pensent qu'il y a possibilité de transformation et ceux qui pensent qu'il n'y a pas possibilité de transformation, il me semble qu'il y a une certaine adéquation entre ceux qui pensent et ceux qui ne pensent pas et les deux courants finalement. Donc je pense que pour aller vers une transformation sociale et politique, il faudra que tout à la fois se retrouvent dans le débat et dans l'action ceux qui jusqu'à présent pensent qu'il n'y a pas possibilité de transformation et ceux qui pensent qu'il y a possibilité de transformation. Alors cela, comment est-ce possible ?

Il me semble que ce n'est absolument pas possible si l'on commence par essayer de rassembler dans un puzzle différentes forces et en disant comme mon camarade de l'AREV a dit tout à l'heure, je connais bien parce que je participe souvent comme représentante du parti communiste aux débats qui ont lieu au niveau des différentes forces qui

rassemblent autour des Verts disons, donc je connais un peu ce débat, mais je pense que c'est un débat qui est voué à l'échec si on oublie d'associer totalement à l'action pour la transformation sociale et politique les gens tout simplement. Moi je crois que si on ne parle pas, si on ne part pas du quotidien des gens, de ce qu'ils vivent, de ce qu'ils veulent, et de leur capacité à partir de là, à parler aujourd'hui, à discuter des grandes questions de société, parce qu'on prenne le mouvement syndical, qu'on prenne les étudiants, qu'on prenne les gens qui se battent pour la sécu aujourd'hui, ils ne dissocient pas leur quotidien et leur résistance aux mauvais coups du parti au pouvoir de leur envie aujourd'hui de débattre des grandes questions de société et par conséquent des transformations de la société.

Donc je crois qu'il faut partir de ces gens, de leur quotidien, et finalement dialoguer avec ces gens et se mettre à leur disposition. Je crois qu'aujourd'hui les forces politiques n'ont plus carte blanche, ce n'est pas vrai, même le parti socialiste je ne pense pas qu'il ait carte blanche, je pense qu'on est tous au pied du mur et qu'on a tous à se mettre, nous, au diapason du mouvement social pour qu'il y ait une transformation politique. Si l'on cherche à faire des compromis de sommet à partir de programmes sur lesquels on discute et bien on échouera comme on a déjà échoué.

Et donc, peut être que j'ai l'air de parler plutôt en négatif, mais je pense que c'est à partir de cette réflexion sur ce qui a échoué qu'on peut avoir un projet et des perspectives d'avenir. Et de ce point de vue là, je ne sais pas exactement ce que veut mettre Kergoat dans l'idée de démarche programmatique, nous il nous semble que démarche programmatique ce n'est pas une bonne démarche, mais en même temps ça ne veut pas dire de ne pas avoir des idées, des propositions, des propositions pour l'immédiat et pour l'avenir. Moi personnellement je m'occupe beaucoup de questions de l'écologie, de l'environnement et je me retrouve dans un certain nombre de choses qui se disent. C'est vrai qu'aujourd'hui on ne peut plus admettre le productivisme, c'est vrai qu'aujourd'hui il faut chercher des formes de production qui évitent la domination et qui aillent vers une planète qui soit vivable pour nos enfants et nos petits-enfants et nos arrière-petits enfants. Donc de ce point de vue là nous nous avons des idées, des propositions que nous mettons en débat, que nous soumettons au débat et à la critique de l'ensemble des gens qui veulent aujourd'hui cette transformation.

Serge Guichard

Par rapport au débat de ce soir, je dirai même aux deux premières interventions, moi c'est vrai que je crois qu'une fois qu'on a bien situé ce qu'est "Rassembler à Gauche", son rôle, qu'on voit d'ailleurs qu'il n'y a pas qu'ici que des choses se discutent, Jacques l'a dit, mais d'autres le disent, voyons bien qu'il y a dans ce pays un tas d'endroits où des gens se rencontrent dans des organisations politiques, dans des organisations syndicales, dans la vie associative, où ils



discutent. Et justement, c'est tant mieux.

C'est même très bien de réfléchir à ce pluralisme, à cette diversité, et ne pas prétendre tout mettre sous une bannière, mais par contre la question qui est posée effectivement, c'est est-ce que ça va permettre de faire un mouvement qui débouche sur des changements politiques et qui permette de transformer les choses ?

Alors par rapport au débat de ce soir moi je crois qu'il y a beaucoup de choses qui ont été données avec lesquelles dans ce qu'a dit Jacques, dans l'expérience d'Izquierda Unida, avec lesquelles je suis d'accord, il y en a d'autres avec lesquelles je ne suis pas tout à fait d'accord. Une au passage, je ne pense pas que la faillite, et des pays de l'Est, et même du modèle social-démocrate, je partage l'idée des deux faillites, conduisent à un dépôt de bilan des deux organisations. Par contre, ça c'est clair qu'elles sont conduites à de fortes interrogations, mais je rejoins aussi l'idée que cela n'appartient pas qu'à elles.

Les communistes eux aussi ont intérêt à s'interroger sur la faillite du modèle social-démocrate et les autres ont intérêt à regarder la faillite des pays de l'Est, parce que, et là je rejoins le débat sur programme et transformation, et j'ai même des questions, mais je le faisais en aparté, à poser à Izquierda Unida, parce que c'est un point décisif pour ce qu'on va construire. C'est

décisif pour notre capacité d'apporter autre chose.

Alors, disons-le tout de suite justement, ce n'est pas d'abord l'apanage des organisations et on n'est pas là... moi il me semble qu'il y a quelque chose qui manque beaucoup dans cette affaire c'est comment on va conduire cette réflexion pas seulement ensemble, mais avec la population. Est-ce que ce lien nouveau entre réforme et transformation, on peut caricaturer les choses, c'est vrai qu'effectivement, dans les deux courants issus du congrès de Tours il y a celui qui disait l'important c'est la transformation sociale et les réformes on s'en fout (c'est une caricature), mais il y a celui qui pensait que certes il fallait parler de la transformation sociale, mais l'important c'était de gérer pour que les choses avancent, et ces deux courants n'ont pas réellement pu travailler ensemble parce qu'ils se situaient sur des choses divergentes.

Et pour qu'ils puissent travailler ensemble, il faut réfléchir à cela.

Comment peut-on faire le lien réel de la réforme et de la transformation ?

Parce qu'on le voit, le grand soir, cela ne marche pas, et la réforme sans le projet de transformation, c'est l'échec aussi. Le grand soir, au nom de l'abolition du capitalisme fini par réintroduire le capitalisme, et c'est terrible, et la réforme au nom de l'adaptation nous amène le libéralisme, et c'est aussi terrible.

Donc, comment fait-on les deux actuellement ?

C'est cela le débat que l'on a et je crois que "Rassembler à Gauche" fait parti de ces lieux où ce type de débat, c'est très très bien, et quand le copain (je dis le copain hein !) d'Izquierda Unida parle de son programme, enfin de son programme, de leur conception d'un programme évolutif, c'est-à-dire quelque chose qui, à la fois s'inscrit dans une perspective, mais n'est pas totalement bouclé à l'avance, moi je trouve que là il y a des choses à travailler.

Des choses nouvelles, et ce n'est pas théorique seulement, on le voit là actuellement sur la question de la Sécurité Sociale:

Est-ce que pour la Sécurité Sociale on fait des réformettes qui au bout du compte installe dans un système libéral, ou est-ce qu'on propose des réformes qui maintiennent un système réel de solidarité et de sécurité sociale ?

C'est vrai que c'est la question et donc pourquoi ont-ils été amenés à concevoir ce type de programme évolutif ? Je crois que le débat est derrière cela, et d'autant que... peut-être que l'on est aussi dans une autre période. Moi je dis, quand on se pose des questions, dans le pays, la contestation de la loi de l'argent que l'on est en

train d'avoir, est à la fois une sacrée base de transformation sociale et en même temps l'appel à de sacrées réflexions de réformes.

Enfin aujourd'hui qu'est-ce qui se disait encore dans la manif ?

Cela s'entend "Non à la loi de l'argent", que dans un système capitaliste on puisse dire non à la loi de l'argent, cela peut être porteur d'une contestation fondamentale.

Mais du coup, quelle réponse va-t-on apporter ?

Alors je pense qu'il y a cela, et du coup derrière cela, bien oui, engageons le débat.

Débat pluraliste, il y a beaucoup de choses à apporter du point de vue d'organisations, tu as raison, de chercheurs, de sociologues, d'historiens...

Voyons précisément que ce pluralisme est une richesse et ne cherchons pas...

Et puis, il y a des initiatives, des apports, et de ce point de vue, je trouve très bien l'invitation d'Izquierda Unida, je conclus là dessus, justement parce qu'enfin on est capable d'échanger des expériences sans penser a priori que le problème est d'en faire un modèle ou un calque.

Voilà. La preuve qu'on n'a pas tout à fait la même culture, même débattre en mangeant... donc voilà, il n'y a pas de modèle... C'est clair, mais, cela dit une expérience comme celle-là, ce qui a amené à la faire, la manière, j'y reviens, dont ils conçoivent le rôle de chaque organisation, il me disait en aparté, mais je vais lui passer la parole, puisqu'il a été interrogé, ils ont réussi eux aussi à faire en sorte que ce soit un lieu de débat et je pense à notre discussion de ce soir, où les gens n'interviennent pas en se référant d'abord à leur organisation ou en ayant d'abord un discours d'organisation, mais un lieu de débat où chacun intervient personnellement, avec sa pensée, mais avec cet objectif commun aussi, bien ça, c'est un deuxième aspect qui m'intéresse sur lequel j'aimerais qu'il développe.

Jean-Bernard Gramount

Je vais commencer par la conclusion, ne serait-ce que pour prouver que je suis le débat. Je pense que l'avenir de la gauche, puisque c'est le thème, est à titre individuel pour un certain nombre de gens en 98 dans le retour aux ministères, aux voitures de fonction, aux téléphones cellulaires, et à tout ce qui va avec...

Pour la gauche, en tant que mouvement d'idées ce n'est sûrement pas dans le retour au passé et dans le ressassement des vieux thèmes, mais ça passe, et obligatoirement selon nous, par une confrontation avec les grands mouvements de pensées et notamment l'écologie politique.

Alors, je veux vous rassurer tout de suite l'écologie politique en général et les Verts en particulier, se sentent tout à fait les héritiers des grands combats d'émancipation traditionnels, les combats sur l'éducation, les combats sur le partage de la valeur ajoutée... tous ces combats qui ont structuré l'histoire depuis un siècle, qui ne sont pas d'ailleurs tout le temps, ni forcément le fait d'hommes de gauche, souvent la bourgeoisie dite "progressiste" dans le langage que certains d'entre vous comprennent, a joué un rôle primordial.

Donc on est tout à fait les héritiers de ces combats.

Mais au-delà de ces combats nous sommes partie prenante des combats plus modernes, comme le combat sur le partage du travail et du rôle entre les hommes et les femmes, comme les combats sur l'émancipation individuelle, le droit au bonheur individuel, comme les combats sur les (différence culturelle, sexuelle, régionale) et ce sont des thèmes qui sont souvent peu abordés par les partis traditionnels ou les mouvements de gauche, voire considérés comme négligeables.

Parmi les thèmes qui sont un peu plus spécifiques de l'écologie politique, je voulais simplement vous rappeler celui de la finitude de la planète qui structure notre pensée, parce que nous considérons que l'écologie est une pensée et même un paradigme, comme disait tout à l'heure Jacques Kergoat, même si lui n'en est pas partisan. Ce paradigme, c'est celui de la finitude de la planète. Aujourd'hui, compte tenu des grands progrès qu'il y a eu depuis un siècle, la planète a rétréci, quand on fait des choses à un endroit, cela se répercute ailleurs, alors, c'est le cas classique de l'effet de serre, c'est le cas classique du nucléaire et de ses conséquences, je pense évidemment à Tchernobyl : les nuages radioactifs de Tchernobyl ne se sont pas arrêtés aux frontières, malgré ce qu'ont dit à l'époque les services officiels de l'Etat. La finitude de la planète c'est quelque chose qui nous concerne directement, on ne peut plus continuer à faire n'importe quoi. Souvent ce qui a structuré la pensée traditionnelle de la gauche, c'est ce que nous appelons le productivisme, c'est à dire l'accroissement continu des moyens de production et des bonheurs matériels. Aujourd'hui ce n'est plus possible, parce qu'on sait que le Sud ne pourra jamais avoir le niveau de vie que l'on a, niveau de vie matériel, sans que la planète explose.

Et donc, soit on continue à avoir un écart qui s'accroît entre le Nord et le Sud, et à terme, c'est forcément générateur d'une crise dont on ne peut pas connaître aujourd'hui les conséquences, soit

il faudra bien, dans le Nord, arrêter ce mode de vie, en changer et le transformer; et dans le Sud donner les moyens d'un développement, que nous appelons nous développement soutenable, ou développement durable suivant les termes que les ou les autres emploient, c'est à dire un développement qui soit compatible avec les ressources de la planète.

Donc vous voyez que les Verts et l'écologie s'inspirent un peu des valeurs traditionnelles, mais aussi apportent au débat des valeurs plus modernes et plus d'actualité.

Alors, je voudrais juste signaler un point, c'est qu'on ne peut pas à mon avis être de gauche et être favorable à l'assassinat de masse des vieillards, des enfants, des hommes et des femmes de cette planète à travers la stratégie de dissuasion nucléaire ou l'assassinat par les bombes nucléaires. Ceux qui sont aujourd'hui pour les essais nucléaires, pour nous, ce ne peut pas être des hommes de gauche. L'assassinat de masse ne peut pas être une valeur, à mon sens, de gauche; j'espère du moins que ce n'est pas une valeur de gauche.

Donc la gauche traditionnelle a échoué au pouvoir, c'est clair, sinon vous ne seriez pas rassemblés là, puisque j'ai cru comprendre qu'il n'y en a pas beaucoup qui tirent un bilan positif autour de cette table des 10 ans de pouvoir absolu de la gauche. Et de ses 14 ans au pouvoir, dont les 4 ans de cohabitation que l'on peut mettre entre parenthèses, ils étaient un peu spéciaux.

Néanmoins en 98, le retour de la gauche au pouvoir est possible, vu les "conneries" que fait ce gouvernement, qui sont quand même assez extraordinaires. En 6 mois je crois qu'on n'a jamais vu cela.

Il est clair qu'en 98 la probabilité d'une alternance, d'une alternance c'est à dire d'un retour du parti socialiste au pouvoir, est plus que probable, disons à 70, 75%, même si malheureusement il y a aussi une alternance d'extrême droite qui est potentiellement possible. En 98, si la gauche revient au pouvoir elle ne pourra pas revenir sans un minimum d'évolution. Cette évolution pour l'instant n'est pas faite, c'est clair, il n'y a eu aucun bilan critique réellement assumé par les partis de gauche qui ont exercé le pouvoir. Ils ne pourront pas arriver au pouvoir sans changer un peu leur façon de penser.

Une anecdote sur ce qui se passe actuellement dans l'Essonne : il y a deux élections législatives partielles, et j'ai eu l'occasion d'aller dans la cinquième circonscription et de regarder les tracts du candidat socialiste. Heureusement que

c'était marqué socialiste, parce que tous les thèmes étaient les thèmes des Verts; c'était l'environnement, le barreau sud, le TGV, etc...

J'ai eu peur d'une erreur de l'imprimeur. J'ai dit mais, c'est un tract de mon amie Josette Ranou et ce n'est pas sa photo dessus... Erreur, c'était Elisabeth Doussain.

Donc on voit quand même qu'aujourd'hui le PS manque tellement d'imagination et d'idées qu'il est obligé de piller celles les autres. Voilà, je termine parce que sinon cela va être un peu long et que vous avez faim, et je donne la parole au suivant

Izquierda Unida

Je voulais répondre à la question qui m'avait été posée par le... en Espagne on dit "compañero" cela veut dire compagnon, mais en France on dit copain, camarade, non parce qu'en Espagne on dit "camarada" et "compañero", ce n'est pas la même chose.

Sur le rôle des nationalismes et la position de la gauche unie "con Herri Batasuna", je ne voudrais pas être violent. C'est quelque chose qui m'exaspère un petit peu, ce n'est pas la première fois que dans une assemblée où la gauche unie vient invitée par des organisations françaises, on nous remet le thème de "Herri Batasuna".

Il faut voir quelque chose.

Pour nous, c'est une représentation politique d'un groupe terroriste "la ETA", et pour moi "la ETA" c'est un groupe terroriste c'est des tueurs, cela n'a rien à voir avec un groupe révolutionnaire qui défend une idée, une politique, mais qui tue pour tuer. Donc, sa représentation politique de la manière dont elle peut être faite, on ne rentre pas dans un débat avec "Herri Batasuna". Ils font ce qu'ils veulent, et nous on est contre ce qu'ils font. Et donc moi je ne mèlerais pas si la gauche française... d'abord je ne me mèlerais pas de la gauche française et des problèmes de ce qu'elle doit faire, elle n'a pas résolu les débats régionalistes en France de tout ce qui s'est passé en problèmes en France, c'est un problème de la gauche française.

En Espagne, il y a des autonomies, il y a une constitution avec des autonomies, cela s'est décrété par le vote des gens, au scrutin proportionnel, donc les élections sont la plupart du temps au scrutin proportionnel donc il n'y a pas de ... et qu'ils militent, moi je suis pour qu'ils militent et qu'ils demandent l'indépendance et qu'ils aient 50% proportionnellement, mais comme ils n'ont pas 50% proportionnellement, qu'ils ont beaucoup moins et qu'ils continuent à poser des bombes pour tuer, le nom de "Herri Batasuna" ou

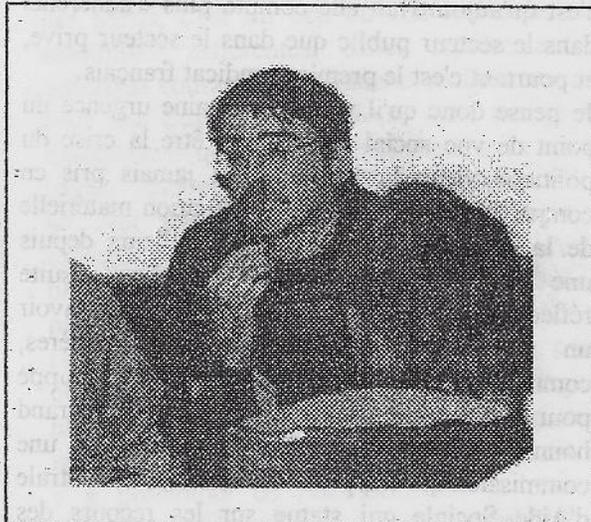
le nom de n'importe quelle autre organisation terroriste espagnole, il faut arrêter quoi !

Moi cela me sort un peu des trippes et en général là je répond, mais la dernière fois qu'un responsable politique de la gauche unie, c'est le responsable international pour la gauche unie, est venu à Paris, enfin à La Plaine Saint Denis pour un débat qui a eu lieu où il avait été invité par plusieurs organisations dont la LCR... et qu'ils l'ont mis en pleine tribune avec un représentant de "Herri Batasuna" cela n'a pas fait deux plis, deux chemises, c'est on sort de la salle, on n'est pas à la même tribune, dans la même salle avec eux.

Donc, nous interpellé sur ce thème là, j'ai répondu mais... on pourra peut-être avoir un dialogue plus tard

Yves Strillou

Je voudrais un peu reprendre ce qu'a dit Jacques et essayer un peu d'approfondir sa réflexion et notamment d'insister sur un point, je crois qu'on mesure mal ce qui se passe au niveau social.



Certes, aujourd'hui on a eu une importante manifestation de salariés du secteur public, néanmoins pour ceux qui étudient le monde du travail, on est frappé par le retour de vieux démons, que le monde ouvrier croyait avoir exorcisé, je veux parler du paupérisme, c'est à dire de la misère. Elle existe, elle fait un retour en force, avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur l'état de santé de la population.

Le deuxième démon que la classe ouvrière croyait avoir exorcisé par la création de la Sécurité Sociale c'est à dire la précarité, avec tout ce que cela veut dire pour les familles : l'incapacité à se projeter vers l'avenir, à construire quelque chose dans le futur. Je crois que c'est quelque chose d'important et qu'il faut le

souligner. Il faut le souligner parce que cela a des conséquences politiques. C'est à dire qu'on ne peut pas demander à des gens de réfléchir sur ce que pourrait être la société française dans 30 ans, si on ne leur apporte pas quelques réponses, aujourd'hui, sur leur situation présente.

Et la question que l'on peut se poser, c'est de savoir si quand on a la tête sous l'eau on est mieux à même pour pouvoir crier sa détresse.

Je pense que cela c'est un élément qu'il faut prendre en compte.

Je voudrais également insister sur un phénomène que l'on mesure et que l'on apprécie mal c'est le recul de l'organisation des travailleurs.

Aujourd'hui, moins de la moitié des salariés en France ont par exemple des représentants du personnel dans leur entreprise. Or le droit du travail, s'il n'y a pas de représentant du personnel, ne s'applique pas. La CGT a publié récemment le nombre de ses adhérents, environ 600 000, ce qui est quand même assez frappant c'est qu'aujourd'hui elle compte plus d'adhérents dans le secteur public que dans le secteur privé, et pourtant c'est le premier syndicat français.

Je pense donc qu'il y a une certaine urgence du point de vue social et que peut être la crise du politique vient du fait qu'il n'a jamais pris en compte la détérioration de la situation matérielle de la classe ouvrière et des travailleurs depuis une dizaine d'années. Je vous laisse ensuite réfléchir sur les conséquences que peuvent avoir un certain nombre d'affaires immobilières, comme celle de l'appartement de Monsieur Juppé pour des gens qui vivent chichement. J'ai le grand honneur d'être par exemple rapporteur à une commission qui s'appelle la Commission Centrale d'Aide Sociale qui statue sur les recours des personnes à qui la Sécurité Sociale demande de rembourser des indus. Les indus, ce sont des sommes qu'elles ont perçues. On se rend compte que des gens arrivent à vivre quand ils sont cinq ou six avec 3 000 f par mois et qu'on leur demande de rembourser parfois des sommes qui vont de 600 à 1 000 f par mois. Je pense qu'une affaire comme celle de Monsieur Juppé ne peut que renforcer le courant d'extrême droite.

Le deuxième point, c'est un peu sur la méthode de débat.

Je crois qu'effectivement si on veut éviter de trop s'ennuyer ce n'est pas à chacun de ressortir son programme, moi je suis militant du MDC, je ne suis pas venu ici pour vous reprocher le programme du MDC. Je crois que je suis venu ici pour écouter un certain nombre de questions. Par rapport aux interrogations du camarade de la Ligue, je crois que, certes, le débat sur l'Etat-

nation est un débat important. Mais je crois que la manière dont tu le poses n'est pas très correcte. A la fois par rapport à un invité, premièrement, dont tu peux soupçonner la susceptibilité sur ce plan là, que tu partages ou non ses opinions, je crois que c'est aussi une manière de débattre entre nous.

Deuxièmement, je crois que c'est trop facile de dire que tous ceux qui d'une certaine manière sont attachés à l'Etat-nation sont d'affreux nationalistes et qu'il faut d'abord clarifier avant de marcher ensemble.

Moi, j'avais appris un slogan qui me paraissait exact, on peut être différent et frapper ensemble, marcher ensemble, moi j'y crois.

Sur l'Etat-nation, les choses sont plus compliquées que tu ne l'as dit. Marx avait lui même bien décrit la situation, à la fois l'Etat-nation est un cadre oppresseur, c'est effectivement le cas. Mais deuxièmement l'Etat-nation est aussi l'état, la structure, dans laquelle la classe ouvrière, elle, a forgé un certain nombre d'institutions pour se protéger du capitalisme. La Sécurité Sociale s'est bâtie dans un cadre national.

Tout le paradoxe et je crois toute l'escroquerie d'un certain nombre de dirigeants du parti socialiste qui eux n'étaient pas naïfs, était au nom d'une idée généreuse celle de la construction de l'Europe de faire le jeu des libéraux qui ne pensaient qu'à une seule chose non pas construire l'Europe sociale, mais l'Europe des marchands, et qui au nom de la construction européenne ont saboté tous les acquis sociaux, ou une bonne partie des acquis sociaux de la France.

La troisième réflexion est un peu une sorte de provocation ou de boutade.

Le camarade d'Izquierda Unida nous a dit que le parti communiste avait commencé à bouger et à faire une autre politique quand il avait atteint le seuil fatidique de 3%.

Alors moi, la question que je pose, est-ce qu'il faudra attendre que le parti communiste atteigne ce seuil fatidique pour que véritablement les choses bougent ?

Moi je peux vous garantir qu'en discutant avec un certain nombre de copains qui viennent d'horizons politiques différents, qui ont eu des parcours différents, que ce soit au sein du PC, qui l'ont quitté, soit pendant la période d'union de la gauche, soit au moment de la rupture de l'union de la gauche, soit pendant les années 80, de copains qui ont été déçus par l'extrême gauche, et d'un bon paquet de copains que je retrouve, je remercie Amaury, que je retrouve autour de cette table et qui ont fait l'expérience

du parti socialiste, ces gens là je crois n'ont pas envie tous les soirs de se retrouver dans leurs pantoufles.

Gérard Filoche

Ce que tentent Chirac et Juppé aujourd'hui c'est d'instaurer le tatchérisme, le réaganisme en France et de battre le mouvement social sur une question décisive comme celle de la Sécurité Sociale. L'avenir de la gauche, on peut en parler longtemps, dans beaucoup de petits groupes, dans les grands partis et dans les petits partis. Dans les grands partis, Jacques tu dis ils sont à l'époque du dépôt de bilan. Tu ne choisis pas le bon mot, parce que le dépôt de bilan ce n'est pas très grave, ce qui est grave c'est la liquidation judiciaire, le dépôt de bilan il y a toujours des repreneurs et ils ont plusieurs fois déposé le bilan et il y a eu beaucoup de repreneurs.

Par contre il y a de toutes petites entreprises qui n'arrivent jamais à émerger et leur bilan... il y en a autant qui se créent qu'il y a de faillites.

Le problème ce n'est pas les uns les autres, les gros les petits, le problème c'est qu'il y a une bataille en ce moment à l'ordre du jour, qui demande l'unité d'absolument tout le monde et qui est sans doute l'épreuve de force historiquement, sans faire de grand mot, la plus importante depuis la seconde guerre mondiale entre le mouvement social, les libéraux, la classe dominante, et ce qu'elle fait aujourd'hui d'attaque contre la sécu est absolument décisive, c'est une épreuve de force historique.

Or il est possible, alors que Juppé joue son va-tout là dessus, qu'il la perde. Il est possible qu'il la perde !

Ce qui s'est passé aujourd'hui, en gros c'est 50 000 à Marseille, 20 000 à Nice, les retraités à Nice, 35 000 à Toulouse, 30 000 à Lyon, environ 15 000 à Bordeaux, si j'ai bien entendu, 2 000 à Chalon, alors qu'il n'y en avait que 700 le 10 octobre, et si on fait le tour des villes de France, c'est à peu près pareil, parce que la mobilisation est plus importante que le 10 octobre.

Si on regarde ensuite que les cheminots ont voté la grève reconductible, donc ils vont passer le cap du week-end, cela peut permettre d'embrayer sur des mouvements des Postes lundi et mardi, le rendez-vous pour EDF est jeudi prochain, les étudiants, c'est jeudi prochain, il y a la grève interprofessionnelle qui peut se réélargir à partir de FO mardi, nous sommes dans une situation où en plus le calendrier parlementaire est échelonné puisque le premier débat vient le 7 décembre, au Sénat le 14 décembre et qu'ils ne votent définitivement que les 20 et 21 décembre. C'est

un calendrier qui permet un décalage de mobilisation et d'unité permettant d'atteindre la barre qu'a fixée Juppé. Puisque après tout, cet homme qu'est-ce qu'il a dit ?

Il a dit s'il y a 2 millions de personnes dans la rue, mon gouvernement est foutu !

Mais on peut les avoir les 2 millions de personnes, et l'avenir de la gauche immédiatement, il est de faire ce travail pour qu'on les ait ! Et si je prends l'histoire de Notat, cet événement Jacques, est tout à fait important, aussi important que le congrès de Montpellier.

Ce qui est important aussi, c'est ce qui se passe derrière, parce que pourquoi elle quitte la manifestation et qu'il y a des centaines de gens



qui aujourd'hui peuvent l'en chasser, c'est parce qu'elle est déjà minoritaire à la direction de la CFDT, parce que des dizaines de structures se sont mobilisées depuis à peu près 10 jours et qu'il y a eu 4 conférences téléphoniques, les UD, les URI, l'ensemble des branches ont pris position et il y a une majorité écrasante de structures. Il n'y a que les questions statutaires qui l'empêchent d'être battue complètement mais il y a une majorité écrasante de structures qui sont contre le plan Juppé.

Même y compris à l'intérieur de FO, on retrouve maintenant avec leur opposition un déplacement qui oblige Blondel à modérer puisque cet après-midi, si l'on écoutait France Info ils expliquaient qu'il y avait eu des mauvaises communications entre les syndicats, mais qu'il fallait voir si on pouvait s'entendre mieux d'ici mardi prochain et que l'ensemble de ce mouvement peut pousser à ce qu'il y ait l'unité complète, complète pour pouvoir monter mieux que l'école publique à Paris d'ici 10, 12, 15 jours selon les rythmes. Personne d'entre nous ici à table ne va savoir le rythme, cela va se décider par une série de

conjonctions d'oppressions, mais être unitaire, vouloir être à gauche, nous donner tous une perspective commune, c'est réussir cela, et s'est se battre partout où l'on est.

Moi, j'ai vu dans le PS... qu'est-ce qu'il s'est passé ?

Les premières déclarations d'Evin, les premières déclarations d'une série d'orateurs sur le thème "je soutiendrais bien, j'irais bien jusqu'au bout" cela s'est joué à quelques cheveux, que le plan soit jugé par Lionel Jospin inacceptable. La bataille a été un peu menée, à peine menée, il y a eu un petit rapport de forces, une inclinaison, la suite peut se faire. J'ai cru entendre que dans le PC il y avait eu aussi quelques problèmes puisque lorsque Bocquet dit qu'il y a quelques idées nouvelles et justes dans le plan Juppé, moi je ne les ai pas trouvées.

Sans compter le MDC comme dit Jacques, tu en parleras mieux que moi. Le problème est que toutes ces batailles se mènent dans toutes les organisations où l'on est, alors ce n'est pas à partir d'un programme qu'elles se mènent, mais enfin il y a quelques lignes forces.

Sans vouloir donner des leçons, mais la sécu, être à gauche, qu'est-ce que c'est aujourd'hui ? C'est être contre sa fiscalisation.

Etre à gauche, c'est laisser la sécu gérée à part du budget de l'Etat, c'est son principe fondateur dans les ordonnances de 45.

La sécu, c'est une collecte d'un salaire différé, c'est ce qu'il y a de plus socialiste en France. Chacun met une partie de son salaire différé dans un pot commun et cela nous est redistribué en fonction des risques lorsqu'on est malade, un accident du travail, en charge de famille nombreuse, en retraite ou au chômage.

C'est ce qu'il y a de plus socialisé, mais si ce n'est pas dans le budget de l'Etat, c'était bien exprès !

C'est parce que le budget de l'Etat, les règles de comptabilité publique imposent que toute recette ne soit pas réaffectée à une dépense. Or là il s'agissait bien d'affecter les recettes, les cotisations sociales, il s'agissait bien de les affecter à une dépense qu'étaient les risques sociaux, et c'est à part du budget, exprès. Comme on met tous de côté pour nos vieux jours, pour quand on est malade, c'était cela la base, depuis les Assurances Sociales jusqu'à la Sécurité Sociale.

C'est un principe fondateur.

Etre à gauche aujourd'hui à mon avis, unir la gauche et gagner, c'est défendre la Sécurité Sociale dans son indépendance, dans sa gestion à part, contre la fiscalisation. Je ne donne pas des éléments de... (ce serait trop long), mais cela dit,

c'est quand même le point d'accroche qui ensuite permet de dire comment elle doit être gérée, parce que la mise en cause de l'élection qui a eu lieu, enfin la dernière élection devait avoir lieu en 83, alors tout le monde s'est entendu pour qu'elles n'aient pas lieu en 89, puis pas en 90, puis pas en 91, puis pas en 92, puis alors après on dit, il n'y a plus besoin des élections, personne n'en veut. Mais pourtant la défense des élections, c'était les assurés qui géraient cette caisse à part, et cela c'est quelque chose, presque tout le monde a laissé faire.

Et cette gestion à part est fondamentale et en plus, on pourrait mettre en cause les modalités parce qu'il vaut mieux un assuré = une voix que 1,2 millions patrons = 50% et 22,4 millions de salariés = les autres 50%.

Un assuré = 1 voix, et la gestion par une sorte de parlement social si l'on veut, mais de cette masse financière qui est égale au budget de la nation à part, c'est non seulement contrôler, ces fonds pour les risques sociaux, mais c'est aussi les mettre à la disposition des assurés en question. Cela c'est une question de programme à fond à gauche sur lequel il y a tout débat et qui n'est pas tranché, qui recoupe tout le monde mais sur lequel il faut s'inscrire. Il y en a un deuxième, je vais très vite, on a les étudiants en mouvement, cela coïncide très bien. Ils ont leur journée le 30, ils ont des problèmes sans aucun doute de formulation de mot d'ordre, parce que est-ce que c'est 300 millions, 1 milliard, 2 milliards, mais en tout cas il y en a un qui est clair, c'est fonds publics à l'école publique.

Parce que la leçon de s'attaquer à la fac Pasqua, et la leçon de s'attaquer et toute la bataille contre toute la loi Falloux à l'époque, c'est bien celle là, et s'il y a une question que l'on peut aider à avancer dans tous les mouvements de jeunesse, tous les mouvements enseignants, tous ceux qui vont se poser sur l'école avant que Chirac si jamais il gagne sur la sécu il nous fera un référendum sur l'école dans 6 mois, dans 1 an, parce qu'après ce sera un engrenage, ils insisteront sur tout.

Si on peut gagner sur la sécu, c'est décisif.

Mais aussi sur l'école, que les fonds publics aillent à l'école publique et les fonds privés à l'école privée, cela c'est être de gauche, et on peut le faire gagner dans tous les partis, dans tous les endroits où l'on est. Si possible il vaut mieux être dans un grand endroit que dans un petit, cela peut avoir plus d'impact, mais peu importe, pourvu que l'on fasse gagner cela.

Et troisième chose, c'est quand même sur l'emploi.

Ce n'est pas une question de programme, mais enfin, 35 heures cela ne peut se concevoir que sans perte de salaire. Il y en a eu des débats là dessus !

Où est la perte de salaire ? A 8 000, à 9 000, à 10 000, mais pas de perte de salaire !

Il y a 1 200 milliards de bénéfice des grandes entreprises, il y a 450 milliards dépensés chaque année pour le chômage, il y a des ressources et des gains de productivité, c'est là qu'il faut prendre, ce n'est pas dans les salariés.

Troisième élément donc, en gros qui devrait regrouper la gauche et nous permettre tous là où l'on est...

Voilà ce qui sont des pistes, en tout cas pour un programme et pour qu'on s'unisse et puis qu'on gagne et cela ça donne un avenir à la gauche.

Pascal Joseph

Cela me permet finalement d'intervenir après que Gérard Filoche soit intervenu, et après qu'un des camarades du MDC soit intervenu aussi, ce qui fait que j'aurai moins de choses à dire. Je voudrais juste rebondir deux secondes sur ce que vient de dire Gérard Filoche. Je pourrais être méchant et lui dire qu'il n'a pas rompu avec certains tropismes, parce que le problème n'est pas d'additionner des luttes, c'est de savoir quel est leur débouché politique. Et quand on veut faire le bilan, on fait le bilan à fond.

On ne peut pas nous parler de l'école et du 16 janvier et passer sous silence les accords Lang/Cloupet par exemple. Je crois qu'à un moment donné il faut aussi faire le bilan, mais complet. Et je crois qu'on ne peut pas uniquement réécrire l'histoire. C'est peut-être l'enthousiasme du néophyte que je peux comprendre.

Cela dit, moi ce qui m'intéresse dans le débat, c'est moins la question qui est posée que celle qui n'est pas posée.

Parce que si on prend la question "Quel avenir pour la Gauche ?"

Moi, j'ai 31 ans, mais cela fait quand même 6 ans que je participe à de nombreux débats avec des associations, des organisations ou des groupes qui rassemblent et finalement la recomposition est un long chemin.

Et cela fait 6 ans que des initiatives existent ou des gens se rencontrent.

Je crois qu'historiquement c'est vrai que "Refondation" a été un moment de plaisir et de bonheur intenses pour ceux qui ont assisté à la première réunion, parce que cela correspondait à un grand carrefour.

Et après se pose la question de savoir ce que l'on fait ensemble.

Une fois que l'on s'est rencontrés, que des barrières sont tombées, que par exemple pour des gens qui comme moi étaient à l'époque au PS, on a pu discuter avec des camarades du PC, mais aussi d'autres tendances politiques comme les Verts, des syndicalistes, des gens du mouvement associatif, que l'on a discuté, une fois que l'on s'est retrouvé au sens émotif du terme se pose la question de savoir ce que l'on fait politiquement ensemble.

Et, moi la question qui me travaille le plus, ce n'est pas tellement la question de l'avenir, parce qu'on rentre dans un débat que l'on pourrait soit schématiser entre alternative, alternance, réformisme, révolution, adaptation, transformation, sont des vrais débats que je ne néglige pas.

Mais le problème est qu'on se met d'accord sur des mots, et ce qui manque le plus, peut-être de mon point de vue, mais cela c'est tout à fait à discuter, c'est le contenu.

C'est à dire que l'on peut être d'accord sur des mots, on peut signer ensemble des textes sur : nous voulons changer la société, mais quel contenu met-on ?

Quelle pratique avons-nous ? Quel programme avons-nous ?

C'est cela la vraie question.

Je veux dire que lorsqu'on regardé le bilan de la gauche au pouvoir et si on évite de prendre les choses simples, si on prend la gestion d'entreprises publiques par exemple, entre 81 et 86. Quelle pratique de la gauche a-t-on eue vis à vis des salariés ?

Vis à vis de l'objectif industriel de ces entreprises ?

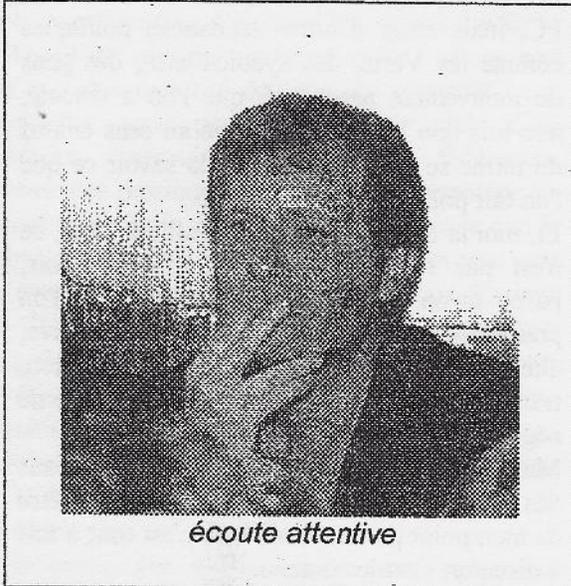
Et moi c'est cela qui m'intéresse, c'est : quel débat concret mettons-nous en oeuvre ?

Parce que sinon nous pourrions tout le temps se payer de mots. Il ne suffit pas de se réjouir des mouvements sociaux, il y a eu la manif du 16 janvier, je crois qu'ici tout le monde y a participé. Le soir du 16 janvier, nous étions tous très contents.

Quels débouchés politiques ensuite ? Aucun, absolument aucun.

J'organisais avec une association que je présenterai parce que je ne veux pas non plus

tomber dans un débat où les gens se parlent mais ne s'écoutent pas, donc je ne vais pas présenter mon organisation parce que je n'en ai pas, c'est une association de recherche de débat qui s'appelle l'ARES, qui existe depuis 5 ans, qui fait des petits débats et qui essaye de réfléchir à cette question qui est : "que signifie être de gauche aujourd'hui ?"



écoute attentive

Et donc qui se pose d'abord la question du fond, parce qu'elle considère qu'une fois que l'on a réglé sur le fond les regroupements politiques s'opèrent.

Ou du moins on peut discuter avec des gens qui initialement nous semblaient loin. C'est ce qui fait que par exemple on participe à la CAP, même si on a des désaccords avec la CAP sur notamment l'orientation politique, parce que c'est un lieu où on trouve des gens, on peut discuter, on peut échanger, on peut ne pas être d'accord.

J'entendais ma voisine qui me disait qu'au comité national du PCF ils travaillent leurs divergences. L'expression est assez jolie si elle est vraie ! Mais je pense que c'est cela qu'il faut faire.

C'est à dire qu'il faut travailler ses divergences pour essayer de mettre en commun ou de savoir ce qu'on ne met pas en commun.

Moi je ne suis pas contre les divergences, cela ne me gêne pas, mais qu'on soit d'accord au moins sur un objectif.

Alors la vraie question qui se pose c'est quand j'entends le camarade Filoche dire 98 c'est maintenant. Le problème n'est pas 98, le

problème c'est quel débouché, quelle espérance pour reconstruire dans ce pays ce qu'on appelle la gauche, c'est-à-dire une volonté de transformer la société.

C'est cela le vrai problème et on adapte les échéances en fonction.

Moi, je me refuse à tirer un trait définitif sur le débat de fond, car trop souvent nous avons eu les échéances qui ont guidé le message politique. Je crois que cela est une vraie difficulté pour la gauche, c'est qu'elle ne se conçoit plus en dehors du pouvoir, c'est-à-dire qu'elle n'a plus de programme. Un de nos camarades disait, et c'est un vieux camarade, c'est Didier Motchane, en 81/82, au moment des grèves, des camarades socialistes viennent le trouver alors qu'il s'occupe du secrétariat national Etudes, donc qui est un petit peu le pilote du PS à cette époque sur les projets, on vient le trouver et on lui dit, camarade, que pense le PS sur la grève que nous conduisons, et Motchane répond "Le Secrétariat National aux Etudes et aux Entreprises est fermé pour cause de gouvernement".

Je crois que depuis il n'a pas rouvert !

Y compris au PS, mais ailleurs.

C'est à dire que si chaque organisation n'a comme seul objectif que de se fructifier et de se développer, et bien on peut continuer comme cela pendant des années, on se retrouvera sans doute dans 10 ou 15 ans avec la même question.

Pour aller vite, c'est vrai que moi je ne tire pas un trait non plus sur les forces politiques. Là on a un désaccord mais qui n'est pas un désaccord frontal avec la position qu'exprimait Jacques Kergoat, qui est une position logique, à thème nouveau, force politique nouvelle, c'est logique.

Sauf qu'on ne peut pas tirer un trait définitif sur ce que j'appelle la sociologie et ce qu'on appelle le rapport d'un électorat à une organisation. Je veux dire que depuis 1920 on compte une kyrielle d'organisations à gauche qui ont voulu se créer entre le PC et le PS et peu qui ont réussi, d'ailleurs aucune n'a vraiment réussi.

Alors est-ce à dire qu'il faut réinvestir le vieux, si on prend la phrase de Gramsci, est-ce qu'il faut réinvestir forcément le vieux, peut-être qu'il faut inventer autre chose et là, comme Jacques, moi je suis en interrogation.

Quoi inventer ?

Comment inventer ?

Alors modestement on se dit, si on ne peut pas inventer sur la forme, au moins essayons de réinvestir le fond.

Et je pense que l'on a un vrai travail de crédibilisation. C'est vrai que le PS peut aujourd'hui s'en tirer gagnant, mais c'est qu'avec 47% au second tour, mais surtout 23% au premier tour il peut considérer qu'il a rempli la mission, qu'il a tourné un peu la page.

C'est vrai que le PC avec le visage qu'il porte aujourd'hui et la campagne des présidentielles peut s'estimer aussi tiré d'affaire.

Et d'une certaine manière les militants que nous sommes ou les ex militants qui sont parfois un peu exigeants, parfois un petit peu teigneux sont face à deux changements minimaux en quelque sorte.

Puisque après chaque organisation va essayer de rassembler autour d'elle, et ce qui nous intéresse nous qui ne voulons ni nier les organisations existantes, ni non plus sombrer dans le groupusculaire, c'est de trouver des fronts de lutte dans lesquels on se retrouve avec des débouchés politiques, et cela s'appelle, je ne vais peut-être pas prendre un terme de programme commun, mais au moins un terme de mise en débat, même pas en conversation, en débat, des questions sur lesquelles nous aurons à nous affronter si jamais un jour la gauche revient au pouvoir.

Et ces questions s'appellent : le chômage, l'emploi, la question européenne.

Tant que l'on n'est pas entré dans les faits, moi je me refuserai, parce que cela fait des années qu'on se cogne, excusez-moi l'expression, mais des débats comme cela un peu théoriques, tant qu'on ne me dit pas, voilà, moi je suis communiste et je pense que sur la question de l'emploi il faut faire ceci, et moi socialiste je pense qu'il faut faire cela, tant qu'on ne met pas en commun, tant qu'on ne dessine pas quelque chose, à la limite sur le papier, parce que je suis attaché aux choses qui sont écrites, et après on met en place un rapport de forces pour que ce qui est écrit rentre dans la réalité, moi je me refuserai à débattre.

Parce qu'à un moment donné cela fait trop de fois qu'on s'est fait avoir, trop de fois qu'on a prêté trop de sens aux mots. A un moment donné, les mots sont des actes et se sont aussi des choses que l'on écrit et sur lesquelles on mobilise.

Merci

Jacques Kergoat

Je vais essayer de répondre rapidement aux quelques questions dont j'ai cru qu'elles m'étaient adressées ou en tout cas dont j'ai pensé pour ma part qu'elles m'étaient adressées.

Je voudrais dire quand même, parce que je crois que nous avons entre nous un devoir de transparence, de clarification et de clarté, même dans le brouhaha, la première intervention était celle de quelqu'un qui parlait au nom de Radical. Alors je voudrais dire pour ma part que nous sommes confrontés à un grave problème de dégradation du politique et de la fonction politique dans ce pays. Et que pour ma part je pense que parmi les modèles symboliques qui ont fonctionné pour discréditer le politique, la figure principale est celle de Bernard Tapie. Et quand j'entends quelqu'un ici de Radical, je veux dire ce drôle de parti, quoi (!) expliquer qu'il fonctionne dans un système qui est la lutte contre le capitalisme mondial et que je mets cela en corrélation avec la figure de discrédit, d'aventure, d'escroc, de minable, que représente Bernard Tapie, je suis pris d'un fou rire inextinguible que j'ai courageusement réfréné pendant tout le hors-d'oeuvre et le plat de résistance pour faire une concession à la culture espagnole de ce point de vue là.

Deuxièmement, j'ai oublié, je pense de dire une chose tout à l'heure. J'ai dit ce que je pensais, je pense, très honnêtement sur la fonction du parti communiste et du parti socialiste aujourd'hui. Je voudrais dire que complètement fous, complètement fous, sont ceux qui penseraient qu'il puisse y avoir un avenir pour la gauche aujourd'hui, en dehors d'une perspective dans laquelle s'engouffrerait une bonne partie des militants du parti communiste français qui sur le terrain aujourd'hui sont la force principale présente à gauche. On peut tout relativiser, ce n'est plus comme c'était avant, mais la réalité d'aujourd'hui, c'est celle là, et ces militants là on n'en fera pas l'économie et que tous ceux aujourd'hui qui basant leur regard sur l'expérience critique qu'ils ont du parti socialiste au pouvoir et que je partage au combien (!) feraient de la même manière l'économie sectaire de la nécessité que toute une série de militants du PS, d'anciens militants, de ceux qui se retrouvent dans cette

mouvance puissent aujourd'hui se reconnaître dans un projet de recomposition, cela serait également complètement à côté de la plaque.

Je voudrais dire là dessus que je ne partage pas la problématique du PC autour de : il faut écouter les gens.

Je comprends bien l'esprit d'ouverture que cela veut dire, je voudrais dire par rapport à cela que malgré tout dans les gens il y a ma classe quelque part, et que je suis partagé entre deux appréciations là-dessus.

Je trouve que nous avons trimbalé souvent dans le mouvement communiste une conception très ouvriériste de ce qu'était la classe ouvrière dans ce pays et qu'il ne faudrait pas liquider cela au profit d'une écoute sans rivage des gens etc... Les gens, ce sont les gens, ils ne sont pas indifférenciés et ce qu'ils disent n'a pas tout à fait la même valeur parce qu'ils parlent d'un point de vue qui est le leur à chaque fois. Je dirais par rapport à cela que Sylvie Mayer ne sait sans doute pas que nous nous sommes déjà rencontrés. Je représentais la CAP à l'université des Verts à Méze et dans l'intervention qu'elle a faite il y a au moins une phrase dans laquelle je me suis, pas je me suis reconnu, mais j'ai trouvé qu'elle était importante, elle a dit "Les Verts et le PCF nous avons quelque chose en commun, c'est que nous pensons toujours que tout s'organise autour de nous".

Et je pense que cette phrase là était très vraie et voilà, donc j'ai écouté, mais j'ai trouvé qu'elle était très vraie et qu'elle était un peu libératrice.

Le problème, c'est que les effets ne suivent pas toujours les discours. Et que dans la conception qu'à aujourd'hui par exemple le PC des forums qu'il organise, hélas, il continue à les organiser autour de lui, et que s'il y a une rupture que je pense qu'il faut que nous fassions nous, et que je dois faire moi, pour ma propre démarche, ma propre organisation, c'est qu'il faut que nous organisions avec les autres, désormais, sur un même plan, et pas autour de nous et que c'est une chose je pense relativement importante dans la période.

Je voudrais dire à l'ami des Verts qui est intervenu une chose que je voudrais bien qu'il écoute. Tout le monde ici a parlé avec son identité, avec sa langue de bois, mais s'il y a eu une langue de bois, c'était quand même sacrément la sienne. Et que cela c'est quand

même malgré tout un problème (!) et que je voudrais dire sur cette affaire là que la question du paradigme n'est pas une mince affaire, ce n'est pas une mince affaire !

Est-ce que les camarades Verts pensent vraiment qu'à partir de leur conception générale découle une vision de l'éducation, une vision du rapport entre homme et femme, une vision de la démocratie, qui est inéluctable par rapport à cela.

Moi, j'ai rompu avec les paradigmes, eux ne l'ont pas fait, et tant qu'il y aura une vision totalitaire qui s'exprimera de ce point de vue là par rapport auquel le seul choix est ou l'on se rallie ou on est à l'extérieur, et bien cela sera concrètement un obstacle à tous les problèmes de recomposition.

J'ai été interrogé, je crois que c'est par Sylvie, ou bien alors c'est par Serge Guichard, sur les problèmes de programme. Je voudrais juste dire, par rapport à cela que moi je pense que nous devons avoir une démarche programmatique mais que nous ne devons plus concevoir les programmes comme ils ont été conçus par le passé. Que nous devons plutôt les concevoir en terme d'articulation qui permet de les avancer. Je voudrais prendre rapidement l'exemple de la réduction du temps de travail. La réduction du temps de travail est une question que nous devons développer largement, pas seulement dans les termes que Gérard Filoche a eus parfaitement raison de rappeler sur pas de diminution de salaire etc... il n'y a pas de problème là dessus, mais nous devons avoir une vision plus ample de cela.

La manière dont cela peut poser les problèmes de la formation dans ce pays, la manière dont cela peut poser les rapports des rapports homme/femme dans le travail domestique qui n'est pas la chose qui avance le plus facilement dans ce pays à l'heure actuelle, la manière dont nous devons poser toute une série d'autres questions, du temps disponible pour l'amitié, pour faire l'amour, dont s'organise le travail associatif, de toute une série de questions de ce type là.

Si nous ne sommes pas capables à partir d'un petit problème revendicatif de travailler aux articulations nous n'avancerons pas dans la démarche programmatique.

Et la démarche programmatique c'est là dessus que j'étais d'accord avec le camarade d'Izquierda Unida, ne doit pas être une démarche fermée, une démarche bouclée, ce

doit être une démarche qui avance progressivement sur une série de terrains, qui découvre d'autres horizons, mais nous ne devons pas céder sur la démarche programmatique parce que si nous cédon's sur la démarche programmatique nous cédon's sur un terrain qui est celui de l'accommodement avec l'ordre existant de ce point de vue là.

Je voudrais dire rapidement, bon Filoche a dit des choses que j'aurais pu dire, j'ai trouvé quand même la réponse sur la question basque, comment dire, rapide, alors je dirai juste rapide.

Nous notre sentiment, c'est que parmi les peuples qui existent dans ce pays et qui existent dans l'état espagnol, s'il y en a qui ont une autorité, une légitimité à revendiquer l'existence nationale, le peuple basque est de ceux là.

Je suis inquiet pour ma part de l'évolution de l'ETA, je ne pense pas que l'on puisse la traiter dans les termes unilatéraux où cela a été fait ici, au vu et au su de ce qu'a été la pratique de l'état espagnol et de l'état français dans la collaboration terroriste par rapport à cela. Terroriste, indiscutablement par rapport aux militants basques. Je n'en dirai pas plus, mais enfin etc...

A vrai dire deux choses, la première parce que je pense qu'au point où nous en sommes à l'heure actuelle il faut dire rapidement des choses que l'on ressent de manière forte. J'écoutais l'intervention de Serge Guichard, on ne se connaît pas, pas du tout, on s'est rencontré ici. C'est une intervention brève. Je n'ai pas senti de désaccord, bon alors je le dis, voilà. Non je n'ai pas senti de désaccord.

Serge réagit promptement en me disant je vais te dire lesquelles, moi je trouve que c'est important qu'on marque des avancées et pas seulement les points sur lesquels on est encore en désaccord parce que franchement sur les points sur lesquels on est encore en désaccord, on est assez champions les uns les autres.

Moi, franchement je peux prolonger jusqu'à 4 heures du matin là dessus sans grandes difficultés, donc mon souci là dessus, je m'en excuse auprès de Serge puisqu'il réagit comme cela, mais ça n'a pas été de dire les points sur lesquels on est en désaccord, j'en subodore beaucoup, j'ai pensé plus important de te dire ici, de te dire devant tout le monde que je pensais qu'à travers ce que tu disais on se

retrouverait sans doute un jour sur une série de choses.

Bon voilà, je le dis rapidement par rapport à cela. Mais je voudrais dire un mot à Gérard Filoche. Gérard Filoche et moi nous nous connaissons bien puisque nous avons été membres de la même organisation la LCR pendant quand même une bonne vingtaine d'années, par rapport à cela Gérard a fait le choix de quitter la Ligue Révolutionnaire pour aller au PS par l'intermédiaire de la Gauche Socialiste, j'ai noté une chose c'est qu'il n'en a pas dit mot, y compris de son appartenance au PS, pendant son intervention.

Bon, moi, en gros, ce n'est pas une nouveauté sur, aller, je ne fais pas le détail, 99 ou 98% de ce qu'a dit Gérard ici, moi je suis complètement d'accord. Il a raison de le dire, de le dire avec le talent qui est le sien, sa conviction qui est absolument réelle, et moi je n'ai absolument aucun problème là dessus. Mais la question, c'est quoi?

La question est "quelle est la politique du PS par rapport à cela aujourd'hui, quelle influence est la sienne?" Moi, je veux dire franchement sur ces questions là chacun, chacun fait ce qu'il peut, là où il peut...

LE CHEF DE LA SECTE DE ROME APPELLE AU SUICIDE COLLECTIF



Jacques Adrien

Je ne suis plus membre d'aucun Parti. Au début de ce débat, à un moment je me suis posé la question, en dehors du fait que j'écris dans RAG, je me suis demandé ce que je faisais autour de cette table : un forum où chacun donnait ses idées, c'est bien, mais on connaît déjà. Ce qui m'intéressait, c'est que chacun avec ses propres idées, ses propres convictions, puisse amener autre chose que le discours habituel d'une tribune. Voilà pour la première remarque.

Je crois, dans la mesure où je ne suis plus militant d'aucune organisation, je pense que c'est important de faire avec les gens et la population; cela a été déjà dit plusieurs fois ce soir. C'est bien de faire des grands discours, mais il faut aussi être sur le terrain et c'est par ce biais là et sans être représentant de telle ou telle organisation qu'on peut faire avancer les choses.

Ensuite, autour de la table, j'ai entendu régulièrement recomposition à Gauche. Moi, je dis non à une recomposition à Gauche, parce que nous, et on peut le dire parce que nous sommes des gens responsables ici; la recomposition à Gauche pour les gens de l'extérieur c'est recomposer avec des choses qui existent déjà. Moi je dirai simplement, composition à Gauche. Pourquoi ? Parce qu'il y a des tas de gens qui veulent se battre pour développer une véritable force de Gauche et quand on parle de recomposition, on parle de certaines parties, je dis cela par rapport au parti Socialiste ou pour moi, sans être méchant, il y a des gens dont on se demande ce qu'ils font à gauche. Cela me gêne donc de parler de recomposition parce que l'on parle de ça autour des 2 grands partis ou des 3 quand il y a radical. Je pense qu'en parlant simplement de composition à Gauche, c'est plus logique vis à vis de ces tas de gens qui ont envie de se battre et aussi de toute la jeunesse qui ne connaît pas certaines formes de batailles d'avant que la Gauche ne prenne le pouvoir; là je dis que c'est très important de parler de composition et non de recomposition.

Enfin, et je suis très satisfait d'être là ce soir il est très important de parler de pouvoir composer à Gauche et de savoir quel est son avenir parce que simplement la semaine prochaine il y a 2 législatives partielles dans notre département et dans la deuxième circonscription, je voudrais signaler qu'il y a un risque, et pas seulement sur la papier, de voir se faire élire au deuxième tour un député front national.

Serge Guichard

Je crois que dans les discussions que nous allons avoir, il y a plusieurs façons de prendre les débats mais un des rôles de Rassembler à Gauche c'est de permettre ces rencontres pluralistes et des rencontres pluralistes dans lesquelles on n'a pas à séparer le débat de fond du débat concret justement, surtout pas. Effectivement, on peut se poser des questions de fond mais on le voit tout de suite, quelque soient les problèmes : le travail, la sécurité sociale a été citée déjà et d'autres exemples déjà évoqués, on voit à quel point ce sont des problèmes que nous avons dans la vie. C'est bien qu'on se dise qu'il faut être sur le terrain, mais pour ce que j'en connais de l'essentiel de ceux qui se trouvent ici, en tant que militants, en tant qu'élus on est, pas forcément sur les mêmes terrains ni au mêmes moments, mais on est sur le terrain. C'est aussi un des aspects qui nous rassemble.

Mais là dessus, c'est vrai que se posent de suite une quantité de débats et si j'ai réagi après Gérard Filoche, c'est que j'ai pas envie qu'on se donne de leçons, de grandes leçons de Gauche. Je veux qu'on débattre vraiment. Et notamment si on doit discuter à fond, d'accord je suis, nous sommes pour soutenir la sécurité sociale. Mais on ne peut pas être d'un côté pour Maastricht et de l'autre pour la sécurité sociale telle qu'elle est. On peut pas dire oui au services publics et aux critères de convergence de Maastricht.

On peut pas donc écrire un livre vantant les mérites de Maastricht et en même temps dire "battons nous contre les critères de convergence", c'est clair, on ne peut pas.

Sur les aspects d'organisation il y a un peu une différence, pas énorme mais pas négligeable. Je trouve très bien qu'on nous dise "faut faire ensemble et il y a les militants". Mais de la même manière que je ne pense pas que les gens se séparent pas de l'ensemble de leur être, les militants se séparent difficilement de ce en quoi ils se reconnaissent, notamment leur organisation, même des fois avec douleur ; mais ils en ont besoin. Si on veut faire avec eux il faut aussi travailler à plein de niveaux. Les forums, je ne comptais pas en parler mais en un mot je précise qu'on ne veut surtout pas les organiser autour de nous.

Gérard Morlier

Je n'appartiens à aucune organisation, je n'appartiens du moins plus, j'ai été militant au Parti Communiste pendant 25 ans et je l'ai quitté il y a 2 ans. Depuis ces 2 ans, mon regard sur le

politique s'est un franchement dégradé, cela est peut être du à des circonstances locales mais je crois davantage que c'est du au regard que je porte sur les politiques en général. Et je peux le faire grâce à de nombreux contacts que j'ai avec les gens. Ce regard complètement dégradé du politique me conduit à m'interroger avec tout le monde : comment rassembler à nouveau la gauche. Je reçois régulièrement la revue "Rassembler à Gauche" et en la lisant je retrouve les mêmes schémas : on empile un certain nombre d'interventions précédentes de gens qui sont partisans, qui défendent leur parti, leurs idées, leur idéologie, et je n'ai pas l'impression que cela fasse beaucoup avancer ce rassemblement à Gauche. Si ce n'est que le souci de défendre pour certains que ses propres couleurs, et pourquoi pas... Mais ce n'est pas ainsi que je vois les choses.

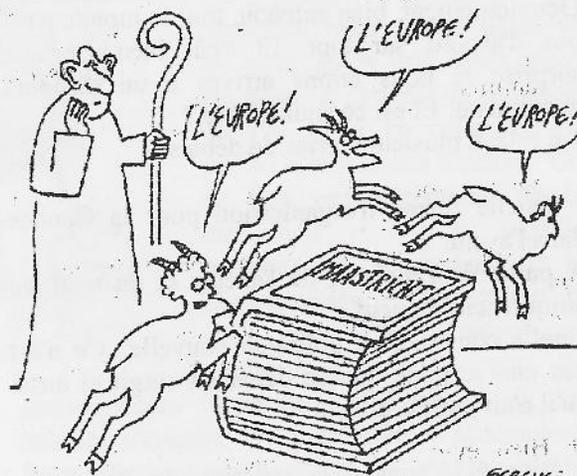
Depuis que je suis en vacance de Parti, je n'ai pas abandonné le terrain de la lutte; je suis plongé dans les luttes sociales, dans des organisations telles que le Droit au Logement, et je milite également surtout avec les exclus pour défendre leurs droits. C'est un combat difficile puisque défendre le droit des exclus souvent s'oppose aux politiques, à tous les politiques locaux aussi bien, de droite que de gauche. J'en prends comme exemple le problème du logement. Très souvent, pour ne pas dire quasiment toujours, dès que je pose le problème du droit de minorités au logement dans une commune; on me dit toujours que c'est le problème des autres et pas celui de la commune ou on souhaiterait les faire habiter. Il y a un problème d'exclusion par tous les politiques. Et pour ceux qui ne le savent pas, à Etampes je me suis régulièrement affronté à des politiques de Gauche qui ont eu le "courage" de dénoncer publiquement une action que nous avions mené pour réquisitionner des logements vacants, nous avons eu des hommes de gauche qui se sont exprimés contre notre attitude qui visait à donner un logement à des gens qui n'en avaient pas. Alors voilà aujourd'hui mon amertume sur la gauche; cette amertume ne peut que s'aggraver avec ces attitudes. Cela pose un problème, celui du droit des exclus.

J'étais cette après midi à la manifestation, parce que je crois qu'il faut défendre les acquis, et la sécurité sociale est un acquis considérable.

Je suis chômeur depuis maintenant presque un an, mes acquis ce sont-tous les 4 mois mes revenus qui chutent de 17%; j'en suis aujourd'hui à plus de la moitié de mon pouvoir d'achat de perdu en 1 an. J'ai l'impression que ce problème des chômeurs n'est pas bien posé. Il ne faut pas dire des choses auxquelles on ne croit plus: le plein emploi ce n'est pas une question à l'ordre du jour

et des chômeurs qui perdent leurs droits, leurs acquis, c'est une réalité subie pour beaucoup d'entre eux. Faut-il se battre pour qu'on ne touche pas à leurs droits ? le droit à leur pouvoir d'achat. Personne ici n'oserait dire que ce droit devrait être pris aux salariés. Depuis 1 an j'ai perdu la moitié de mon pouvoir d'achat... Que faut il que je fasse, avec d'autres chômeurs pour pouvoir s'en sortir, pour recréer des liens sociaux qui ont tendance à disparaître. Et bien, je vais le dire, je suis prêt aujourd'hui à gagner moins pour travailler, à accepter un salaire moins important que celui que j'avais il y a un an. Alors cela peut poser des problèmes parce que je vais, sur le marché du travail être un concurrent très déloyal pour ceux qui ont un emploi. Je vais être tellement déloyal, que je suis prêt à gagner ne serait ce que le minimum. Pour cela, avec des amis chômeurs, nous avons créé une association "le pas" dont l'objectif est de créer des activités, non pas des emplois, des activités pour garantir, au moins, un revenu minimum.

C'est une question que je vous pose parce que trois millions et demi de chômeurs et tous les précaires sont une population considérable qui n'est pas prise en compte comme il le faudrait. Quand on se bat pour des acquis, n'oublions pas aussi qu'il y a ceux qui perdent beaucoup et qu'il faudrait mobiliser aussi.



Michel Galin

L'exercice conclusif d'un tel débat est sans doute difficile après plus de 2 heures de discussion. Je vais essayer de faire bref et établir plutôt plusieurs conclusions.

Premièrement, malgré les bruits des couverts dans les assiettes, on peut constater que la qualité d'écoute a été bonne. C'est la première fois en Essonne, à ma connaissance, que se retrouvent ensemble pour débattre des militants d'un peu

toutes les origines politiques de la Gauche de notre département.

Bien entendu il y a des discours qui se croisent, ne se répondent pas forcément, mais sans doute et le sujet assez vaste et général, et le fait que ce soit une première expliquent cela. J'arriverai donc à une première conclusion, qui est pour l'avenir, il faut que RAG organise de nouveaux débats de ce type mais sur des sujets plus thématiques et plus ciblés. Ainsi il est possible d'avoir à la fois des propositions et de s'appuyer sur l'expérience du terrain, dont on a beaucoup parlé ce soir, ou chacun autour de cette table milite d'une façon ou d'une autre. On a par contre peu parlé du mouvement syndical, y compris dans notre département, alors qu'il s'y passe des choses importantes pour l'avenir de la Gauche.

Première conclusion donc : des débats thématiques.



Deuxièmement, bien entendu, tout le monde n'est pas d'accord sur tout. Et c'eût bien été une surprise si nous étions arrivés à un discours unanimiste! Et est-ce souhaitable?

J'ai relevé plusieurs séries de débats:

+ Quelle forme d'organisation pour la Gauche dans l'avenir?

A partir de l'ancien, de l'ancien et du neuf ou uniquement du neuf.

Quelle construction politique nouvelle? Ce n'est pas une surprise que ce débat ait surgi et aussi qu'il n'ait pas été conclu.

+ Bien évidemment la question du paradigme vert, soulevé par nos amis écologistes. Ils doivent peser le fait que bon nombre d'entre nous, pour qui la question sociale est prioritaire, nous intégrons la dimension écologique dans notre réflexion. De même que je trouve très positif la filiation revendiquée des combats précédents, et

la volonté de s'inscrire dans ce débat sur l'avenir de la Gauche.

+ Un autre sujet a traversé les discussions me semble-t-il sans être poussé à fond, c'est le lien qu'il peut y avoir entre ce que certains appellent les gens, d'autres le mouvement social et le répondant politique et les perspectives politiques. Le problème est assez évident, surtout dans cette semaine où on aura trois manifestations - les étudiants Mardi, les salariés du secteur public aujourd'hui, et demain pour les droits des femmes-, mais la solution n'est pas pour autant évidente. La remontée du mouvement social place la gauche, dans toutes ces composantes dans une situation nouvelle.

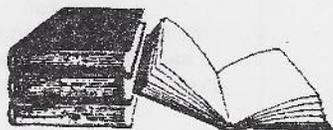
Est-ce seulement le mouvement social en lui-même qui va résoudre tous les problèmes posés dans la période précédente? Je ne le crois pas.

Est-ce qu'un débat programmatique, indépendamment de ce qui se passe dans la société et de ce que disent les mouvements sociaux, serait suffisant? A l'évidence non.

Il faut absolument réfléchir à cette question, le lien entre la politique et ce qui se passe dans la société. Il est vrai aussi qu'il y a des échéances qui arrivent qu'on ne peut pas balayer d'un revers de main, au prétexte que l'avenir de la gauche, sa reconstruction et sa refondation sont très compliqués. Certes la tâche est immense, tout le monde en est conscient, mais il se passe des choses dans le pays. A la fois ceux qui subissent le plus durement le libéralisme, les chômeurs et ceux que l'on nomme pudiquement les exclus, ont besoin de réponses et d'espoir mais aussi le mouvement social risque de s'essouffler si on n'y a pas de perspectives dans des délais pas trop éloignés. Et si la Gauche n'est pas capable d'offrir d'alternative, cela a été rappelé dans la discussion, et je le souligne, on ne peut exclure le risque que ce soit l'extrême droite qui devienne l'opposition et la seule alternative à la droite.

Voilà me semble-t-il ce qui m'a paru intéressant, pour conclure brièvement, après deux heures et demie de débat. Je voudrais remercier, au nom de la rédaction de RAG, tous les camarades qui se sont déplacés des 5 coins du département, voire du sixième pour les militants d'Etampes; ceux et celles qui sont venus d'autres départements malgré la grève des transports et aussi nos amis d'Izquierda Unida qui ne sont quand même pas venus spécialement d'Espagne mais qui nous ont fait le plaisir d'être ce soir avec nous.

PRESENTATION DU LIVRE DE J.KERGOAT
"Marceau PIVERT, Socialiste de Gauche" (Editions de l'atelier)



On m'a demandé de présenter le livre en une dizaine de minutes.

Qui est Marceau Pivert ? C'est quelqu'un qui, dans la mémoire d'un certain nombre de gens, est un dirigeant socialiste de Gauche qui, dans la période du Front Populaire a prononcé une phrase dans laquelle il a dit que "tout était possible". En règle générale, la mémoire qu'on les gens de Marceau Pivert, les gens cultivés, se limite à ça. Marceau Pivert c'était beaucoup plus que ça.

J'ai mis cinq ans à écrire cette biographie. Et j'ai découvert plein de choses. Marceau Pivert est mort en 1958 quelques jours avant que Guy Mollet ne vote l'investiture du général de Gaulle et approuve les institutions de la cinquième république. Il a donc eu une vie bien au delà du Front Populaire.

Marceau Pivert est quelqu'un qui a marché constamment à contre courant sur toute une série de problèmes. Si vous regardez la façon dont il entre dans la guerre de 14-18, c'est un nationaliste parfait, il cite Maurras, parle des "boches", il est la caricature de ce qu'a formé l'école laïque à ce moment là. Il sort de la guerre invalide et il rentre dans une trajectoire qui est celle des pacifistes à ce moment là. Ce garçon, qui est le prototype de socialiste de gauche, intègre un courant politique, une scission de droite du parti socialiste, le parti socialiste de France, et il navigue là dedans pendant quelques années. Enfin ce type, qui est le prototype du socialiste traditionnel, arc-bouté sur des principes, qui est instituteur en maths et en physique, est l'un de ceux qui introduisent les méthodes actives en France, Freinet etc.; il est l'un des correspondants de Freinet et c'est très intéressant à découvrir.

Ce type qui est un pur produit du mouvement ouvrier de ce pays, les problèmes d'environnement, vous vous dites "c'est pas son truc"; alors que c'est un des premiers, parce qu'il est physicien, à mettre l'accent sur les dangers de l'arme nucléaire et du nucléaire de manière générale. Il a créé le PSOP au moment du Front Populaire - il part, sur ordre de son parti à l'étranger pour animer l'internationale dont ils espèrent qu'elle va exister. Il vit à Mexico, une expérience très intéressante, parce que Mexico est un bouillon de culture d'exilés divers, des gens du

POUM, du PSOE version Caballero, de toute une série de gens. Il sort de là, rentre en France et a des hésitations, rentrer ou pas à la SFIO. Il ne comprend rien, mais rien à ce qui s'est passé en France pendant la période de la résistance; pour lui les militants communistes sont les nervis de Siqueiros qui attaquaient ses meetings et ont assassiné Trotsky, et rentré en France, il découvre ses anciens camarades pour lesquels les communistes sont des camarades de combat aux côtés desquels ils ont fait le coup de feu...

Après guerre c'est un molletiste, dans le bon sens du terme, c'est à dire qu'il est une des composantes des courants de gauche qui portent Guy Mollet à la tête de la SFIO à la libération. Mais, peu à peu il se sépare de Guy Mollet sur une série de questions. Question de la démocratie interne, mais aussi après une visite à Moscou, un peu avant le rapport Kroutchev, il est des premiers à comprendre qu'il se passe quelque chose, les craquelures, le dégel...

En rentrant en France, lui qui est un laïque Franc maçon intransigeant, il est l'un des premiers à reprendre contact avec la mouvance catholique de gauche. Lui qui a été, non pas un antistalinien dans les années 47, mais un anticommuniste primaire, pour dire les choses comme elles sont, est un des premiers aussi à reprendre contact avec les opposants communistes en pensant qu'ils se passaient des choses dans le PCF.

C'est au moment de Suez et de la guerre d'Algérie qu'il opère sa deuxième rupture avec la SFIO, avec, à nouveau, la préoccupation de l'avenir de la jeunesse. Je suis très reconnaissant à Robert Duguet d'avoir choisis le texte qu'il a cité pour introduire la discussion, c'est un très beau texte de Marceau sur ce que doit être l'engagement de la jeunesse.

Et il meurt. Une vieille compagne, une vieille bolchevique qui s'appelait Angélica Balabanoff, le résume je crois très bien. Il meurt, parce que à partir du moment où il comprend que le Parti auquel il a finalement consacré l'essentiel de sa vie, le parti socialiste, est un parti qui, par l'intermédiaire de Guy Mollet, va voter les pleins pouvoirs à de Gaulle; il cesse de se battre, il était très malade, et il s'éteint quelques mois avant la scission dans la SFIO et la création du Parti Socialiste Autonome (PSA). Tous les Pivertistes vont quitter la SFIO, vont faire le PSA, le PSU.

J'ai beaucoup découvert en faisant la biographie de Marceau Pivert, c'est un personnage avec lequel je me suis découvert pas mal d'affinités et même un petit peu de tendresse.

de convergence qui sont en cause. C'est vrai qu'il n'a pas tort quand il dit plus loin c'est le libéralisme. C'est vrai, mais ce sont bien les critères de convergence qui amènent aujourd'hui à prendre les mesures que l'on sait.

La deuxième chose qui m'a frappé dans le débat est le fait qu'un certain nombre d'entre nous aient effectivement relevé l'absence de relais politiques. Et l'absence de relais politiques notamment de la part de ceux à qui est dévolu d'assurer l'alternance en 98, c'est-à-dire le PS. Il est vrai que le mouvement social ne portait pas en lui l'alternance, mais surtout l'alternative.

Cela m'amène à poser cette question : le problème de l'Europe telle qu'elle se construit. Est-ce simplement une simple divergence entre organisations politiques qui auraient toutes la même finalité ? Est-ce que c'est une simple divergence que l'on va pouvoir combler par le débat ou est-ce que c'est un vrai problème de fond ? Autrement dit, est-ce que malgré Maastricht on va pouvoir tout de même faire un certain nombre d'avancées sociales, est-ce qu'on va pouvoir augmenter les salaires, créer de l'emploi, etc. ou est-ce qu'avec ces critères là effectivement toute perspective sociale est bouchée ? Alors, en ce qui me concerne, je pense qu'effectivement c'est un problème de fond entre les organisations politiques, ce n'est pas un simple débat, et je pense qu'à travers Maastricht on ne pourra pas construire la moindre avancée sociale.

Cela m'amène très rapidement à dire que si l'on veut qu'il y ait une véritable réponse politique, il faut peut-être construire cette réponse politique avec ceux qui sont d'accord sur ce point : dire non à Maastricht et à ses critères de convergence. J'étais au forum organisé par le PC, et ce qui m'a quand même frappé, c'est qu'il y avait dans cette tribune deux personnes qui tenaient le même discours et qui défendaient Maastricht et ses critères, c'étaient le PS et les Radicaux, et puis il y avait un certain nombre d'autres organisations, le PC, la LCR, les Verts, le MDC, et toutes celles qui n'étaient pas à la tribune qui ont peu ou prou des positions radicalement différentes de celles qui sont défendues sur Maastricht. Alors, la question que je pose : puisqu'en France on est dans une

démocratie et que le problème politique passe par les élections, est-ce qu'au moins dans un premier tour d'élection on ne peut pas regrouper tous ces gens là pour faire pièce à un parti qui se veut aujourd'hui hégémonique ? Et on l'a vu encore au forum quand Jospin a dit : "et bien oui, tout le monde ira à la bataille au premier tour - bien sûr tout le monde ira à la bataille au premier tour - mais au second il y aura la discipline républicaine". Je suis tout à fait pour qu'il y ait cette discipline républicaine, mais avant je suis pour que l'on constitue à la gauche du parti socialiste, à côté du PS mais pas contre lui (il ne faut pas se tromper d'adversaire), dès le premier tour, une force de gauche qui soit susceptible de contrebalancer sa volonté hégémonique et son poids électoral. Et peut-être par la suite le tirer, le faire revenir sur sa gauche. Parce que tout à l'heure je citais un certain nombre d'organisations, mais j'oubliais de citer quand même les 40% de camarades socialistes qui dans le PS ont dit "Maastricht c'est fini", et qu'on ne pourra rien faire dans le cadre de Maastricht. Ceux-là aussi, il faut pouvoir les prendre en compte !

Quand je dis cela, je n'engage pas l'ensemble de la rédaction de "Rassembler à Gauche", mais c'est tout de même une réflexion partagée par un certain nombre de camarades de la rédaction. Comme je n'étais pas intervenu dans le débat, j'ai profité du temps qui m'était imparti pour conclure, pour avancer ces quelques idées, mais je me garderai d'en faire la conclusion de ce débat.

Simplement, on va clore le débat là dessus et je vais vous inviter à prendre tous ensemble le verre de l'amitié.